

**INTERNATIONALE  
SITUATIONNISTE**

**réédition d'articles**

AND VOIRON \* MECANOGRAPHIE GUERIN

# INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

## S O M M A I R E

Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande. (I.S. N° IO. Mars 1966)	p. 3
Définition minimum des organisations révolutionnaires. (I.S. N° II. Octobre 1967)	p. 12
Contribution au programme des conseils ouvriers en Espagne. (I.S. N° IO)	p. 13
Le point d'explosion de l'idéologie en Chine. (I.S. N° II)	p. 19
Deux guerres locales. (I.S. N° II)	p. 29
Pour le pouvoir des conseils ouvriers. (Mai 68)	p. 40
Adresse à tous les travailleurs. (Mai 68)	p. 42

Adresse de l'I.S. : Internationale Situationniste  
B.P. 307 - 03 Paris

Réédition : Les amis de 4 millions de jeunes travailleurs B.P. 88 06.  
75261 Paris Cedex 06

Supplément à 4 Millions de jeunes travailleurs n°4  
Dépot légal n° 36 844 -Commission Paritaire 51 206

Tous les textes publiés dans  
« INTERNATIONALE SITUATIONNISTE »  
peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés  
même sans indication d'origine.

## LE DÉCLIN ET LA CHUTE DE L'ÉCONOMIE SPECTACULAIRE-MARCHANDE

Entre le 13 et le 16 août 1965, la population noire de Los Angeles s'est soulevée. Un incident opposant policiers de la circulation et passants s'est développé en deux journées d'émeutes spontanées. Les renforts croissants des forces de l'ordre n'ont pas été capables de reprendre le contrôle de la rue. Vers le troisième jour, les Noirs ont pris les armes, pillant les armureries accessibles, de sorte qu'ils ont pu tirer même sur les hélicoptères de la police. Des milliers de soldats et de policiers - le poids militaire d'une division d'infanterie, appuyée par des tanks - ont dû être jetés dans la lutte pour cerner la révolte dans le quartier de Watts ; ensuite pour le reconquérir au prix de nombreux combats de rue, durant plusieurs jours. Les insurgés ont procédé au pillage généralisé des magasins, et ils y ont mis le feu. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu 32 morts, dont 27 Noirs, plus de 800 blessés, 3 000 emprisonnés.

Les réactions, de tous côtés, ont revêtu cette clarté que l'événement révolutionnaire, du fait qu'il est lui-même une clarification en actes des problèmes existants, a toujours le privilège de conférer aux diverses nuances de pensée de ses adversaires. Le chef de la police, William Parker, a refusé toute médiation proposée par les grandes organisations noires, affirmant justement que « ces émeutiers n'ont pas de chefs ». Et certes, puisque les Noirs n'avaient plus de chefs, c'était le moment de la vérité dans chaque camp. Qu'attendait, d'ailleurs, au même moment un de ces chefs en chômage, Roy Wilkins, secrétaire général de la *National Association for the Advancement of Colored People* ? Il déclarait que les émeutes « devaient être réprimées en faisant usage de toute la force né-

cessaire ». Et le cardinal de Los Angeles, McIntyre, qui protestait hautement, ne protestait pas contre la violence de la répression, comme on pourrait croire habile de le faire à l'heure de l'*aggiornamento* de l'influence romaine ; il protestait au plus urgent devant « une révolte préméditée contre les droits du voisin, contre le respect de la loi et le maintien de l'ordre », il appelait les catholiques à s'opposer au pillage, à « ces violences sans justification apparente ». Et tous ceux qui allaient jusqu'à voir les « justifications apparentes » de la colère des Noirs de Los Angeles, mais non certes la justification réelle, tous les penseurs et les « responsables » de la gauche mondiale, de son néant, ont déploré l'irresponsabilité et le désordre, le pillage, et surtout le fait que son premier moment ait été le pillage des magasins contenant *l'alcool et les armes* ; et les 2 000 foyers d'incendie dénombrés, par lesquels les pétroleurs de Watts ont éclairé leur bataille et leur fête. Qui donc a pris la défense des insurgés de Los Angeles, dans les termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire. Laissons les économistes pleurer sur les 27 millions de dollars perdus, et les urbanistes sur un de leur plus beaux *supermarkets* parti en fumée, et McIntyre sur son sherif adjoint abattu ; laissons les sociologues se lamenter sur l'absurdité et l'ivresse dans cette révolte. C'est le rôle d'une publication révolutionnaire, non seulement de donner raison aux insurgés de Los Angeles, mais de contribuer à leur donner leurs raisons, d'expliquer théoriquement la vérité dont l'action pratique exprime ici la recherche.

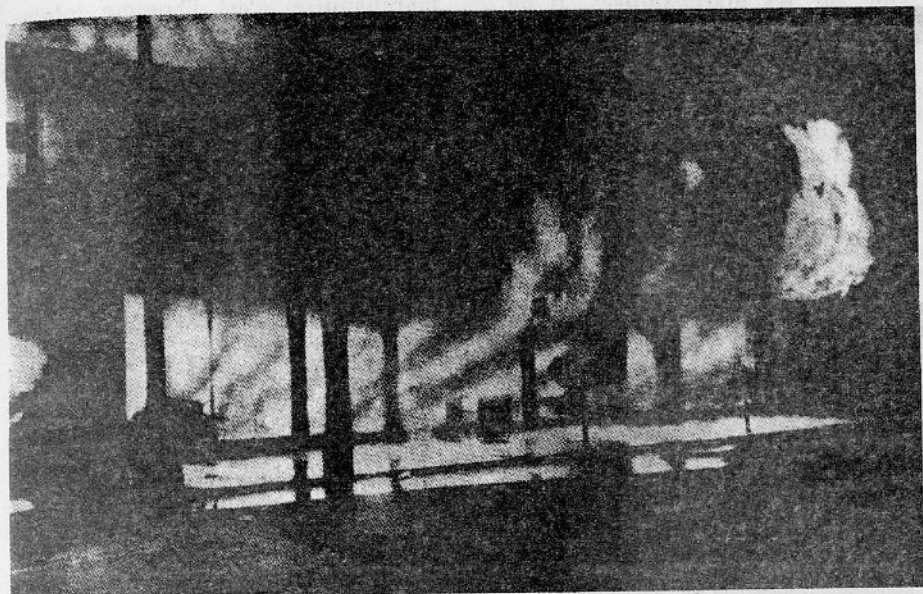
Dans l'*Adresse* publiée à Alger en juillet 1965, après le coup d'état de Boumedienne, les situationnistes, qui exposaient aux Algériens et aux révolutionnaires du mon-

de les conditions en Algérie et dans le reste du monde comme un tout, montraient parmi leurs exemples le mouvement des Noirs américains qui, « s'il peut s'affirmer avec conséquence », dévoilera les contradictions du capitalisme le plus avancé. Cinq semaines plus tard, cette conséquence s'est manifestée dans la rue. La critique théorique de la société moderne, dans ce qu'elle a de plus nouveau, et la critique en actes de la même société existent déjà l'une et l'autre ; encore séparées mais aussi avancées jusqu'aux mêmes réalités, parlant de la même chose. Ces deux critiques s'expliquent l'une par l'autre ; et chacune est sans l'autre inexplicable. La théorie de la survie et du spectacle est éclairée et vérifiée par ces actes qui sont incompréhensibles à la fausse conscience américaine. Elle éclairera en retour ces actes quelque jour.

Jusqu'ici, les manifestations des Noirs pour les « droits civiques » avaient été maintenues par leurs chefs dans une légalité qui tolérait les pires violences des forces de l'ordre et des racistes, comme au mois de mars précédent en Alabama, lors de la marche sur Montgomery ; et même après ce scandale, une entente discrète du gouvernement fédéral, du gouverneur Wallace et du pasteur King avait conduit la marche de Selma, le 10 mars, à reculer devant la première sommation, dans la dignité et la prière. L'affrontement attendu alors par la foule des manifestants n'avait été que le spectacle d'un affrontement possible. En même temps la non-violence avait atteint la limite ridicule de son courage : s'exposer aux coups de l'ennemi, et pousser ensuite la grandeur morale jusqu'à lui épargner la nécessité d'user à nouveau de sa force. Mais la donnée de base est que le mouvement de droits civiques ne posait, par des moyens légaux, que des problèmes légaux. Il est logique d'en appeler légalement à la loi. Ce qui est irrationnel, c'est de quémander légalement devant l'illégalité patente, comme si elle était un non-sens qui se dissoudra en étant montré du doigt. Il est manifeste que l'illégalité superficielle, outrageusement

visible, encore appliquée aux Noirs dans beaucoup d'États américains, a ses racines dans une contradiction économique-sociale qui n'est pas du ressort des lois existantes ; et qu'aucune loi *juridique* future ne peut même défaire, contre les lois plus fondamentales de la société où les Noirs américains finalement osent demander de vivre. Les Noirs américains, en vérité, veulent la subversion totale de cette société, ou rien. Et le problème de la subversion nécessaire apparaît de lui-même dès que les Noirs en viennent aux moyens subversifs ; or le passage à de tels moyens surgit dans leur vie quotidienne comme ce qui y est à la fois le plus accidentel et le plus objectivement justifié. Ce n'est plus la crise du statut des Noirs en Amérique ; c'est la crise du statut de l'Amérique, posé d'abord parmi les Noirs. Il n'y a pas eu ici de conflit *racial* : les Noirs n'ont pas attaqué les Blancs qui étaient sur leur chemin, mais seulement les policiers blancs ; et de même la communauté noire ne s'est pas étendue aux propriétaires noirs de magasins, ni même aux automobilistes noirs. Luther King lui-même a dû admettre que les limites de sa spécialité étaient franchies, en déclarant, à Paris en octobre, que « ce n'étaient pas des émeutes de race, mais de classe ».

La révolte de Los Angeles est une révolte contre la marchandise, contre le monde de la marchandise et du travailleur-consommateur *hiérarchiquement* soumis aux mesures de la marchandise. Les Noirs de Los Angeles, comme les bandes de jeunes délinquants de tous les pays avancés, mais plus radicalement parce qu'à l'échelle d'une classe globalement sans avenir, d'une partie du prolétariat qui ne peut croire à des chances notables de promotion et d'intégration, *prennent au mot* la propagande du capitalisme moderne, sa publicité de l'abondance. Ils veulent *tout de suite* tous les objets montrés et abstraitement disponibles, parce qu'ils veulent *en faire usage*. De ce fait ils en réduisent la valeur d'échange, la *réalité marchande* qui en est le moule, la motivation et la fin dernière, et *qui a tout sélectionné*. Par le vol et le cadeau, ils retrouvent un



### CRITIQUE DE L'URBANISME (Supermarket à Los Angeles, août 1965).

« L'Amérique s'est aussitôt penchée sur cette nouvelle plaie. Depuis plusieurs mois, sociologues, politiciens, psychologues, économistes, experts en tous genres en ont sondé la profondeur... Ce n'est pas un « quartier » au sens propre du terme, mais une plaine désespérément étendue et monotone... « l'Amérique à un étage », toute en largeur ; ce qu'un paysage américain peut avoir de plus morne avec ses maisons à toit plat, ses boutiques qui vendent toutes la même chose, ses débitants de « hamburgers », ses stations-service, le tout dégradé par la pauvreté et la crasse... La circulation automobile y est moins dense qu'ailleurs, mais celle des piétons l'est à peine plus, tant les habitations semblent dispersées et les distances décourageantes... Le passage des Blancs attire tous les regards, des regards dans lesquels on lit sinon la haine, du moins le sarcasme (« Encore des enquêteurs et autres sociologues qui viennent chercher des explications au lieu de nous fournir du travail », s'entend-on dire souvent...) Quant au logement, il peut sans doute être amélioré matériellement, mais on ne voit guère comment il sera possible d'empêcher les Blancs de fuir en masse un quartier dès que des Noirs commencent à s'y installer. Ces derniers continueront de se sentir laissés à eux-mêmes, surtout dans cette cité démesurée qu'est Los Angeles, dépourvue de centre, sans même la foule où se fondre, où les Blancs n'entrevoient leurs semblables qu'à travers le pare-brise de leurs voitures... Le pasteur Martin Luther King parlant à Watts quelques jours plus tard et appelant ses frères de couleur à « se donner la main », quel qu'un cria dans la foule : « Pour brûler... » C'est un spectacle réconfortant de voir à quelque distance de Watts des quartiers dits de « classe moyenne » où des Noirs de la nouvelle bourgeoisie tondent leur gazon devant des résidences de grand confort. »

Michel Tatu (*Le Monde*, 3-11-65).

usage qui, aussitôt, dément la rationalité oppressive de la marchandise, qui fait apparaître ses relations et sa fabrication même comme arbitraires et non-nécessaires. Le pillage du quartier de Watts manifestait la réalisation la plus sommaire du principe bâtard « A chacun selon ses faux besoins », les besoins déterminés et produits par le système économique que le pillage précisé-

ment rejette. Mais du fait que cette abondance est prise au mot, *rejointe dans l'immédiat*, et non plus indéfiniment poursuivie dans la course du travail aliéné et de l'augmentation des besoins sociaux différés, les vrais désirs s'expriment déjà dans la fête, dans l'affirmation ludique, dans le *potlatch* de destruction. L'homme qui détruit les marchandises montre sa supériorité hu-

maine sur les marchandises. Il ne restera pas prisonnier des formes arbitraires qu'a revêtues l'image de son besoin. Le passage de la consommation à la *consummation* s'est réalisé dans les flammes de Watts. Les grands frigidaires volés par des gens qui n'avaient pas l'électricité, ou chez qui le courant était coupé, est la meilleure image du mensonge de l'abondance devenu vérité en jeu. La production marchande, dès qu'elle cesse d'être achetée, devient



PLAYING WITH RIFLED CASH REGISTER

criticable et modifiable dans toutes ses mises en forme particulières. C'est seulement quand elle est payée par l'argent, en tant que signe d'un grade dans la survie, qu'elle est respectée comme un fétiche admirable.

La société de l'abondance trouve sa réponse *naturelle* dans le pillage, mais elle n'était aucunement abondance naturelle et humaine, elle était abondance de marchandises. Et le pillage, qui fait instantanément s'effondrer la marchandise en tant que telle, montre aussi l'*ultima ratio* de la marchandise : la force, la police et les autres détachements spécialisés qui possèdent dans l'Etat le monopole de la violence armée. Qu'est-ce qu'un policier ? C'est le serviteur actif de la

marchandise, c'est l'homme totalement soumis à la marchandise, par l'action duquel tel produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée, et non vulgairement un frigidaire ou un fusil, chose aveugle, passive, insensible, qui est soumise au premier venu qui en fera usage. Derrière l'indignité qu'il y a à dépendre du policier, les Noirs rejettent l'indignité qu'il y a à dépendre des marchandises. La jeunesse sans avenir marchand de Watts a choisi une autre *qualité* du présent, et la vérité de ce présent fut irrécusable au point d'entraîner toute la population, les femmes, les enfants et jusqu'aux sociologues présents sur ce terrain. Une jeune sociologue noire de ce quartier, Bobbi Hollon déclarait en octobre au *Herald Tribune* : « Les gens avaient honte, avant, de dire qu'ils venaient de Watts. Ils le marmonnaient. Maintenant ils le disent avec orgueil. Des garçons qui portaient toujours leurs chemises ouvertes jusqu'à la taille et vous auriez découpé en rondelles en une demi-seconde ont rappliqué ici chaque matin à sept heures. Ils organisaient la distribution de la nourriture. Bien sûr, il ne faut pas se faire d'illusion, ils l'avaient pillée... Tout ce bla-bla chrétien a été utilisé contre les Noirs pendant trop longtemps. Ces gens pourraient piller pendant dix ans et ne pas récupérer la moitié de l'argent qu'on leur a volé dans ces magasins pendant toutes ces années... Moi, je suis seulement une petite fille noire. » Bobbi Hollon, qui a décidé de ne jamais laver le sang qui a taché ses espadrilles pendant les émeutes, dit que « maintenant le monde entier regarde le quartier de Watts ».

Comment les hommes font-ils l'histoire, à partir des conditions préétablies pour les dissuader d'y intervenir ? Les Noirs de Los Angeles sont mieux payés que partout ailleurs aux Etats-Unis, mais ils sont là encore plus *séparés* qu'ailleurs de la richesse maximum qui s'étale précisément en Californie. Hollywood, le pôle du spectacle mondial, est dans leur voisinage immédiat. On leur promet qu'ils accéderont, avec de la patience, à la prospérité américaine, mais ils

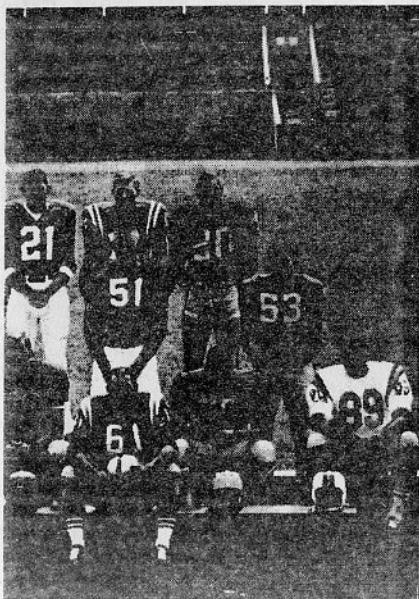


voient que cette prospérité n'est pas une sphère stable, mais une échelle sans fin. Plus ils montent, plus ils s'éloignent du sommet, parce qu'ils sont défavorisés au départ, parce qu'ils sont moins qualifiés, donc plus nombreux parmi les chômeurs, et finalement parce que la hiérarchie qui les écrase n'est pas seulement celle du pouvoir d'achat comme fait économique pur : elle est une infériorité essentielle que leur imposent dans tous les aspects de la vie quotidienne les mœurs et les préjugés d'une société où tout pouvoir humain est aligné sur le pouvoir d'achat. De même que la richesse humaine des Noirs américains est haïssable et considérée comme criminelle, la richesse en argent ne peut pas les rendre complètement acceptables dans l'aliénation américaine : la richesse individuelle ne fera qu'un riche nègre parce que les Noirs dans leur ensemble doivent *représenter la pauvreté* d'une société de richesse hiérarchisée. Tous les observateurs ont entendu ce cri qui en appelait à la reconnaissance universelle du sens du soulèvement : « C'est la révolution des Noirs, et nous voulons que le monde le sache ! » *Freedom now* est le mot de passe de toutes les révolutions de l'histoire ; mais pour la première fois, ce n'est pas la misère, c'est au contraire l'abondance matérielle qu'il s'agit de dominer selon de nouvelles lois. Dominer l'abondance n'est donc pas seulement en modifier la distribution, c'est en *redéfinir toutes les orientations* superficielles et profondes. C'est le premier pas d'une lutte immense, d'une portée infinie.

Les Noirs ne sont pas isolés dans leur lutte parce qu'une *nouvelle conscience prolétarienne* (la conscience de n'être en rien le maître de son activité, de sa vie) commence en Amérique dans des couches qui refusent le capitalisme moderne, et de ce fait, leur ressemblent. La première phase de la lutte des Noirs, justement, a été le signal d'une contestation qui s'étend. En décembre 1964, les étudiants de Berkeley, brimés dans leur participation au mouvement des droits civiques, en sont venus à faire une grève qui mettait en cause le fonctionnement de cette « multiversi-

té » de Californie et, à travers ceci, toute l'organisation de la société américaine, le rôle passif qu'on leur y destine. Aussitôt on découvre dans la jeunesse étudiante les orgies de boisson ou de drogue et la dissolution de la morale sexuelle que l'on reprochait aux Noirs. Cette génération d'étudiants a depuis inventé une première forme de lutte contre le spectacle dominant, le *teach in*, et cette forme a été reprise le 20 octobre en Grande-Bretagne, à l'université d'Edimbourg, à propos de la crise de Rhodésie. Cette forme, évidemment primitive et impure, c'est le *moment de la discussion des problèmes*, qui refuse de se limiter dans le temps (académiquement) ; qui ainsi cherche à être poussé jusqu'au bout, et ce bout est naturellement l'activité pratique. En octobre des dizaines de milliers de manifestants paraissent dans la rue, à New York et à Berkeley, contre la guerre au Vietnam, et ils rejoignent les cris des émeutiers de Watts : « Sortez de notre quartier et du Vietnam ! » Chez les Blancs qui se radicalisent, la fameuse frontière de la légalité est franchie : on donne des « cours » pour apprendre à frauder aux Conseils de Révision (*Le Monde*, 19 octobre 1965), on brûle devant la T.V. des papiers militaires. Dans la société de l'abondance s'exprime le dégoût de cette abondance et *de son prix*. Le spectacle est élaboresé par l'activité autonome d'une couche avancée qui nie ses valeurs. Le prolétariat classique, dans la mesure même où l'on avait pu provisoirement l'intégrer au système capitaliste, n'avait pas intégré les Noirs (plusieurs syndicats de Los Angeles refusèrent les Noirs jusqu'en 1959) ; et maintenant les Noirs sont le pôle d'unification pour tout ce qui refuse la logique de cette intégration au capitalisme, *nec plus ultra* de toute intégration promise. Et le confort ne sera jamais assez confortable pour satisfaire ceux qui cherchent ce qui n'est pas sur le marché, ce que le marché précisément élimine. Le niveau atteint par la technologie des plus privilégiés devient une offense, plus facile à exprimer que l'offense essentielle de la réification. La révolte de Los Angeles est la première de l'histoire

qui ait pu souvent se justifier elle-même en arguant du manque d'air conditionné pendant une vague de chaleur.



### L'INTÉGRATION, A QUOI ?

Les Noirs ont en Amérique leur propre spectacle, leur presse, leurs revues et leurs vedettes de couleur, et ainsi ils le reconnaissent et le vomissent comme spectacle fallacieux, comme expression de leur indignité, parce qu'ils le voient *minoritaire*, simple appendice d'un spectacle général. Ils reconnaissent que ce spectacle de leur consommation souhaitable est une colonie de celui des Blancs, et ils voient donc plus vite le mensonge de tout le spectacle économique-culturel. Ils demandent, en voulant effectivement et tout de suite participer à l'abondance, qui est la valeur officielle de tout Américain, la *réalisation* égalitaire du spectacle de la vie quotidienne en Amérique, la mise à l'épreuve des valeurs mi-célestes mi-terrestres de ce spectacle. Mais il est dans l'essence du spectacle de n'être pas réalisable immédiatement ni également *même pour les Blancs* (les Noirs font justement fonction de caution spec-

taculaire parfaite de cette inégalité stimulante dans la course à l'abondance). Quand les Noirs exigent de prendre à la lettre le spectacle capitaliste, ils rejettent déjà le spectacle même. Le spectacle est une drogue pour esclave. Il n'entend pas être pris au mot, mais suivi à un infime degré de retard (s'il n'y a plus de retard, la mystification apparaît). En fait, aux Etats-Unis, les Blancs sont aujourd'hui les esclaves de la marchandise, et les Noirs ses négateurs. Les Noirs veulent *plus que les Blancs* : voilà le cœur d'un problème insoluble, ou soluble seulement avec la dissolution de cette société blanche. Aussi les Blancs qui veulent sortir de leur propre esclavage doivent rallier d'abord la révolte noire, non comme affirmation de couleur évidemment, mais comme refus universel de la marchandise, et finalement de l'Etat. Le décalage économique et psychologique des Noirs par rapport aux Blancs leur permet de voir ce qu'est le consommateur blanc, et le juste mépris qu'ils ont du Blanc devient mépris de tout consommateur passif. Les Blancs qui, eux aussi, rejettent ce rôle n'ont de chance qu'en unifiant toujours plus leur lutte à celle des Noirs, en trouvant eux-mêmes et en soutenant jusqu'au bout les raisons cohérentes. Si leur confluence se séparait devant la radicalisation de la lutte, un nationalisme noir se développerait, qui condamnerait chaque côté à l'affrontement selon les plus vieux modèles de la société dominante. Une série d'exterminations réciproques est l'autre terme de l'alternative présente, quand la résignation ne peut plus durer.

Les essais de nationalisme noir, séparatiste ou pro-africain, sont des rêves qui ne peuvent répondre à l'oppression réelle. Les Noirs américains n'ont pas de patrie. Ils sont en Amérique *chez eux et aliénés*, comme les autres Américains, mais eux savent qu'ils le sont. Ainsi, ils ne sont pas le secteur arriéré de la société américaine, mais son secteur le plus avancé. Ils sont le négatif en œuvre, « le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire en constituant la lutte ». (*Misère de la philosophie*). Il n'y a pas d'Afrique pour cela.

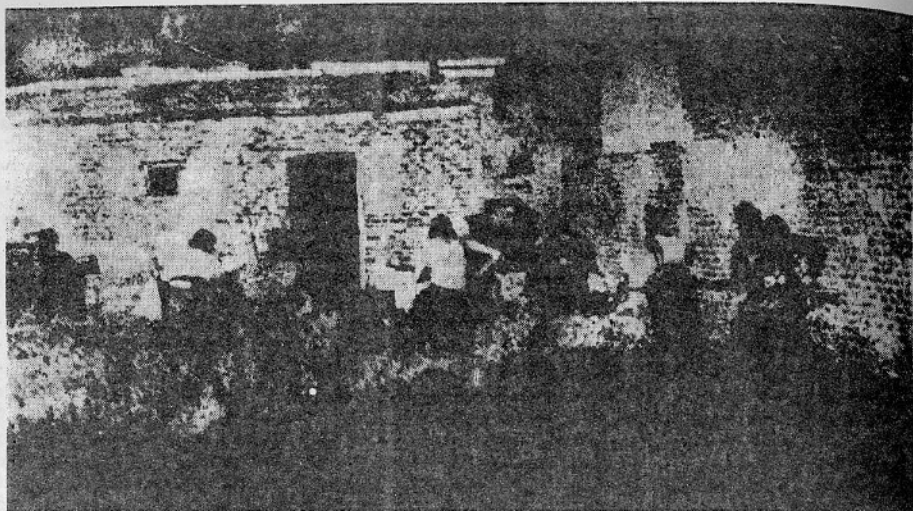
Les Noirs américains sont le produit de l'industrie moderne au même titre que l'électronique, la publicité et le cyclotron. Ils en portent les contradictions. Ils sont les hommes que le paradis spectaculaire doit à la fois intégrer et repousser, de sorte que l'antagonisme du spectacle et de l'activité des hommes s'avoue à leur propos complètement. Le spectacle est *universel* comme la marchandise. Mais le monde de la marchandise étant fondé sur une opposition de classes, la marchandise est elle-même hiérarchique. L'obligation pour la marchandise, et donc le spectacle qui *informe* le monde de la marchandise, d'être à la fois universelle et hiérarchique aboutit à une hiérarchisation universelle. Mais du fait que cette hiérarchisation doit rester *inavouée*, elle se traduit en valorisations hiérarchiques inavouables, parce qu'*irrationnelles*, dans un monde de la *rationalisation sans raison*. C'est cette hiérarchisation qui crée partout les *racismes* : l'Angleterre travailliste en vient à restreindre l'immigration des gens de couleur, les pays industriellement avancés d'Europe redeviennent racistes en important leur sous-prolétariat de la zone méditerranéenne, en exploitant leurs colonisés à l'intérieur. Et la Russie ne cesse pas d'être antisémite parce qu'elle n'a pas cessé d'être une société hiérarchique où le travail doit être vendu comme une marchandise. Avec la marchandise, la hiérarchie se recompose toujours sous des formes nouvelles et s'étend ; que ce soit entre le dirigeant du mouvement ouvrier et les travailleurs, ou bien entre possesseurs de deux modèles de voitures artificiellement distingués. C'est la tare originelle de la rationalité marchande, la maladie de la raison bourgeoise, maladie héréditaire dans la bureaucratie. Mais l'absurdité révoltante de certaines hiérarchies, et le fait que toute la force du monde de la marchandise se porte aveuglément et automatiquement à leur défense, conduit à voir, dès que commence la pratique négative, l'absurdité de toute hiérarchie.

Le monde rationnel produit par la révolution industrielle a affranchi rationnellement les individus de

leurs limites locales et nationales, les a liés à l'échelle mondiale ; mais sa déraison est de les séparer de nouveau, selon une logique cachée qui s'exprime en idées folles, en valorisations absurdes. L'étranger entoure partout l'homme devenu étranger à son monde. Le barbare n'est plus au bout de la Terre, il est là, constitué en *barbare* précisément par sa participation obligée à la même consommation hiérarchisée. L'humanisme qui couvre cela est le contraire de l'homme, la négation de son activité et de son désir ; c'est l'humanisme de la marchandise, la bienveillance de la marchandise pour l'homme qu'elle parasite. Pour ceux qui réduisent les hommes aux objets, les objets paraissent avoir toutes les qualités humaines, et les manifestations humaines réelles se changent en inconscience *animale*. « Ils se sont mis à se comporter comme une bande de singes dans un zoo », peut dire William Parker, chef de l'humanisme de Los Angeles.

Quand « l'état d'insurrection » a été proclamé par les autorités de Californie, les compagnies d'assurances ont rappelé qu'elles ne couvrent pas les risques à ce niveau : au-delà de la survie. Les Noirs américains, globalement, ne sont pas menacés dans leur survie — du moins s'ils se tiennent tranquilles — et le capitalisme est devenu assez concentré et imbriqué dans l'Etat pour distribuer des « secours » aux plus pauvres. Mais du seul fait qu'ils sont *en arrière* dans l'augmentation de la survie socialement organisée, les Noirs posent les problèmes de la vie, c'est la vie qu'ils revendiquent. Les Noirs n'ont rien à assurer qui soit à eux ; ils ont à détruire toutes les formes de sécurité et d'assurances privées connues jusqu'ici. Ils apparaissent comme ce qu'ils sont en effet : les ennemis irréconciliables, non certes de la grande majorité des Américains, mais du mode de vie aliéné de toute la société moderne : le pays le plus avancé industriellement ne fait que nous montrer le chemin qui sera suivi partout, si le système n'est pas renversé.

Certains des extrémistes du nationalisme noir, pour démontrer qu'ils



“ALL THIS WORLD IS LIKE THIS VALLEY CALLED JARAMA”

(CHANSON DU BATAILLON LINCOLN)

« Les milices populaires ont craqué devant les chars et les mitrailleuses dans les quartiers nord de Saint-Domingue. Après quatre jours et quatre nuits de violents et sanglants combats, les troupes du général Imbert ont finalement réussi à pousser leur avance jusqu'aux approches de l'avenue Duarte et du marché de Villa-Consuelo. A 6 heures du matin, mercredi, l'immeuble de Radio-Santo-Domingo était pris d'assaut. Ce bâtiment, qui abrite aussi la télévision, se trouve à 200 mètres au nord de l'avenue Francia et du corridor tenu par les « marines ». Il avait été bombardé jeudi dernier par les chasseurs du général Wessin... Des combats sporadiques se sont poursuivis toute la journée de mercredi dans le nord-est de la ville mais la résistance populaire vient de subir sa première défaite... Les civils se sont battus pratiquement tout seuls, car peu de militaires ayant rallié le mouvement du colonel Camano se trouvaient au nord du corridor. Les milices, dans ce secteur, sont surtout encadrées par des ouvriers appartenant au Mouvement Populaire Dominicain, une organisation de gauche. Leur sacrifice aura déjà fait gagner cinq jours, qui peuvent être précieux pour le soulèvement du 24 avril...

Dans la basse ville, on dresse des barrages de bidons d'huile assez dérisoires qui voudraient être des barricades, ou l'on s'embusque derrière des camions de livraison renversés. Les armes sont disparates. Les costumes aussi. On voit des civils en casque rond et bas, et des militaires en calot... Les revolvers gonflent les poches des blue-jeans des employés et des étudiants. Toutes les femmes décidées à combattre sont en pantalon... Des garçons de seize ans serrent farouchement leur fusil contre leur poitrine comme s'ils avaient attendu ce cadeau depuis le début du monde. Sans cesse, Radio-Santo-Domingo lance des appels au peuple. On lui demande ce se porter en masse vers tel ou tel point de la ville où l'on redoute une attaque de Wessin... C'est là, au débouché du pont Duarte et au carrefour de l'avenue du Lieutenant-Amado-Garcia, que la foule se masse, cocktails Molotov en main. Elle vient de la basse ville et aussi des quartiers nord. Elle paraît à la fois insouciante et déterminée. Quand les chasseurs de Wessin apparaissent en rase-mottes dans l'axe du pont, des milliers de poings se lèvent avec fureur vers les appareils. Après le crépitement des rafales, des dizaines de corps restent recroquevillés sur le sol, et la foule reflue vers les maisons. Mais elle revient et chaque passage des appareils suscite la même explosion de colère impuissante et de défi insensé, et laisse une nouvelle traînée de cadavres. Mais il semble décidément qu'il faudrait tuer toute cette ville pour lui faire quitter le pont Duarte. Le lundi 26 avril au matin, l'ambassadeur Tapley Bennet Jr. est rentré de Floride. Le soir le « navire d'assaut » **SS Boxer** avec quinze cents « marines » à bord arrive devant Saint-Domingue. »

Marcel Niedergang, dans **Le Monde** du 21-5-65 et du 5-6-65.

ne peuvent accepter moins qu'un Etat séparé, ont avancé l'argument que la société américaine, même leur reconnaissant un jour toute l'égalité civique et économique, n'arriverait jamais, au niveau de l'individu, jusqu'à admettre le mariage interracial. *Il faut donc que ce soit cette société américaine qui disparaisse*, en Amérique et partout dans le monde. La fin de tout préjugé racial, comme la fin de tant d'autres préjugés liés aux inhibitions, en matière de liberté sexuelle, sera évidemment au-delà du « mariage » lui-même, au-delà de la *famille bourgeoise*, fortement ébranlée chez les Noirs américains, qui règne aussi bien en Russie qu'aux Etats-Unis, comme modèle de rapport hiérarchique et de stabilité d'un *pouvoir hérité* (argent ou grade socio-étatique). On dit couramment depuis quelque temps de la jeunesse américaine qui, après trente ans de silence, surgit comme for-

ce de contestation, qu'elle vient de trouver sa guerre d'Espagne dans la révolte noire. Il faut que, cette fois, ses « bataillons Lincoln » comprennent tout le sens de la lutte où ils s'engagent et la soutiennent complètement dans ce qu'elle a d'universel. Les « excès » de Los Angeles ne sont pas plus une erreur politique des Noirs que la résistance armée du P.O.U.M. à Barcelone, en mai 1937, n'a été une trahison de la guerre anti-franquiste. Une révolte contre le spectacle se situe au niveau de la *totalité*, parce que - quand bien même elle ne se produirait que dans le seul district de Watts - elle est une protestation de l'homme contre la vie inhumaine ; parce qu'elle commence au niveau du *seul individu réel* et parce que la communauté, dont l'individu révolté est séparé, est la *vraie nature sociale* de l'homme, la nature humaine : le dépassement positif du spectacle.

## Définition minimum des organisations révolutionnaires

(Cette définition a été adoptée par la 7<sup>e</sup> Conférence de l'I.S.)

Considérant que le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit avec conséquence la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle.

Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoirs séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie.

Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion du monde existant par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale de l'économie politique, le dépassement de la marchandise et du salariat.

Une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute idéologie en tant que pouvoir séparé des idées et idées du pouvoir séparé. Ainsi elle est en même temps la négation de toute survivance de la religion, et de l'actuel spectacle social qui, de l'information à la culture massifiées, monopolise toute communication des hommes autour d'une réception unilatérale des images de leur activité aliénée. Elle dissout toute « idéologie révolutionnaire » en la démasquant comme signature de l'échec du projet révolutionnaire, comme propriété privée de nouveaux spécialistes du pouvoir, comme imposture d'une nouvelle représentation qui s'érige au-dessus de la vie réelle prolétariée.

La catégorie de la totalité étant le jugement dernier de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.

# j'aime ma caméra

parce que

j'aime  
vivre

j'enregistre les  
meilleurs moments  
de l'existence

je les ressuscite  
à ma volonté  
dans tout leur éclat



### LA DOMINATION DU SPECTACLE SUR LA VIE

Cette publicité de la caméra Eumig (été 1967) évoque très justement la glaciation de la vie individuelle qui s'est inversée dans la perspective spectaculaire : le présent se donne à vivre immédiatement comme souvenir. Par cette spatialisation du temps, qui se trouve soumis à l'ordre illusoire d'un présent accessible en permanence, le temps et la vie ont été perdus ensemble.

## CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES CONSEILS OUVRIERS EN ESPAGNE

Un nouveau courant de critique de la société se développe en Espagne, avec lequel nous sommes en accord dans une proportion notable. Ce courant n'a pas seulement à combattre l'ordre franquiste, comme un cas particulier arriéré parmi les formes actuelles du pouvoir. Il doit nier toutes les formes du pouvoir mondial; parce qu'il se prépare à affronter la *prochaine forme espagnole* du pouvoir capitaliste. Son but est la formation d'une alternative, lors de la disparition prochaine du franquisme : ou bien le capitalisme moderne tel qu'il existe en Europe dans les pays du Marché commun; ou bien le socialisme, le pouvoir des travailleurs, tel qu'il n'existe nulle part dans le monde. Ce courant s'oppose à toutes les vieilles organisations politiques de la gauche espagnole, qui sont hostiles à une lutte pour de tels objectifs. En lui-même, il s'oppose entre une part de critique lucide des conditions actuelles, et une part encore confuse qui maintient quelques fragments d'idéologie révolutionnaire ancienne. Les difficultés de l'action clandestine, et toutes les censures du franquisme, compliquent le travail de clarification et de discussion objective qui est nécessaire. La déroute confuse de l'ancienne politique de gauche hors d'Espagne éclaire négativement les conditions et les tâches des camarades espagnols; cependant, l'expérience positive que peut fournir une nouvelle critique radicale est encore limitée par la base extrêmement réduite d'une telle critique en ce moment.

Ce courant a d'abord tenté de s'exprimer en Espagne dans l'organisation du F.L.P. (*Frente de Liberación Popular*). L'expérience du

F.L.P. fut décevante, parce qu'elle réunissait, non sans ressemblance avec le F.L.N. dans l'Algérie de 1954, des groupes issus de divers partis traditionnels et résolus à agir ensemble en mettant de côté la question du programme. Cette juxtaposition théorique fut vite reconnue par l'aile radicale comme la cause principale d'une stagnation présente (l'insuffisance des liens avec les grèves ouvrières), et l'assurance d'une incapacité de présenter la clarification indispensable lors de la crise future de la société espagnole. La tendance la plus avancée apparue dans la discussion menée pendant les dernières années publiées, depuis janvier 1965, la revue *Acción Comunista*, dont 4 numéros ont déjà paru. Selon la déclaration inaugurale de cette revue : « Le comité de rédaction d'A.C., composé de camarades marxistes révolutionnaires, membres de différentes organisations ouvrières, commence avec ces articles collectifs l'élaboration d'une plate-forme politique de la Révolution Socialiste en Espagne. » Celle-ci devra être approfondie et précisée « en comptant sur les apports et les critiques de tous ceux qui sont d'accord avec nous sur les deux points fondamentaux de notre plate-forme : la nécessité et la possibilité d'une alternative socialiste à l'actuel développement du capitalisme en Espagne et la nécessité de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire ». C'est dans cette discussion que nous intervenons ici, tenant compte des perspectives radicales qui y sont largement défendues, particulièrement dans l'article de Lorenzo Torres « Des commissions ouvrières aux conseils ouvriers » (n° 2), ainsi que du caractère fermement internatio-

naliste des positions des camarades d'Acción Comunista.

Nous considérons que la discussion théorique ouverte par *Acción Comunista* a déjà traité principalement quatre points : la caractérisation de l'économie et de la société espagnole aujourd'hui ; le but général d'un courant radical en Espagne ; l'évaluation de l'état présent du mouvement révolutionnaire mondial ; la question de l'organisation révolutionnaire. Sur les deux premiers points, nous approuvons complètement les positions qu'ils ont adoptées. Sur les deux derniers points, où la discussion est moins avancée, les conceptions qui se font jour, et les arguments mêmes, ont moins de clarté ; et nous devrons formuler un certain nombre d'observations, que nous espérons utilisables.

*Acción Comunista* montre que l'Espagne ne peut plus être considérée comme un pays économiquement arriéré, dogme maintenu par tous les partis ouvriers traditionnels. Le développement du capitalisme sous Franco dans la dernière décennie, comme partie d'un processus mondial, a profondément transformé toutes les conditions en Espagne. La classe dominante n'a plus sa base principale dans une bourgeoisie de propriétaires terriens, comme dans les années 30, mais dans la bourgeoisie industrielle étroitement imbriquée au capital international. Ceci est manifesté par l'ampleur de l'expansion actuelle, la diminution rapide du prolétariat agricole et sa résorption dans les nouvelles usines, le succès des produits manufacturés espagnols sur le marché international (par exemple à Cuba). C'est ce développement, entraînant aussi la reprise des luttes ouvrières depuis 1962, qui porte la classe dominante à rechercher des « formes européennes d'exploitation », comme proche au-delà du franquisme. La solution néo-capitaliste au régime franquiste a organisé sa force politique, avec l'appui de l'Église, en parti démocrate-chrétien pseudo-clandestin qui vise l'unification des catholiques dans l'opposition. Ce parti, par les professeurs qui y adhèrent, a dirigé jusqu'ici l'essentiel de l'opposition des étudiants,

en veillant particulièrement à empêcher la jonction des manifestations ouvrières et étudiantes (la récente affaire des étudiants cernés par la police dans un couvent de Barcelone qui leur avait accordé l'asile illustre ce jugement). Cependant, sachant que les syndicats catholiques ne pourront suffire à garantir l'accouchement sans douleur du nouveau régime, la démocratie chrétienne recherche un supplément d'« organisations ouvrières » garantes de l'opération, afin d'endormir les travailleurs pendant un délai suffisant. Elle les trouvera dans le parti socialiste espagnol, principalement dans les milieux qui expriment un renouvellement technocratique de ce réformisme, comme T. Galvan. Le programme de « réconciliation nationale » du parti stalinien est entièrement favorable à une telle collaboration. Seul l'effroi illusoire de la bourgeoisie espagnole au souvenir des « rouges » est susceptible de lui faire rejeter dans ce cas la bonne volonté qui s'offre. On peut ajouter que les récentes tractations entre la C.N.T. et les syndicats phalangistes s'inscrivent dans le même courant de soumission à l'évolution bourgeoise. *Acción Comunista* accepte la lutte actuelle pour la démocratisation, en en montrant par avance les limites, et en y opposant ses propres perspectives : développer, en y participant, les commissions ouvrières et comités de fabrique qui existent déjà illégalement ou dans une semi-légalité, vers une coordination locale, régionale et nationale de ces commissions, jusqu'à leur transformation en Conseils Ouvriers. Ce changement de fonction et cette unification des assemblées ouvrières unitaires constitueraient la situation classique du double pouvoir, manifestant pratiquement l'alternative du capitalisme et du pouvoir ouvrier. *Acción Comunista* ne présente pas cet avenir comme une probabilité, mais comme une possibilité, qui dépendra de la conscience des masses, et des formulations programmatiques que les éléments révolutionnaires auront su développer parmi elles. Tous les groupes politiques organisés sont étrangers à une activité de ce genre, comme le montre l'exemple de la lutte des



métallurgistes de Madrid, animée par la Commission Ouvrière du Métal en dehors de l'influence de ces groupes. Appuyant le pouvoir des Conseils Ouvriers, *Acción Comunista* défend un modèle de société socialiste incompatible avec la domination économique et politique d'une bureaucratie : « Quand une classe a fait l'apprentissage pratique de la lutte contre une bureaucratie syndicale (dans ce cas la bureaucratie phalangiste) il lui est facile de comprendre les dangers de toute bureaucratie et la nécessité d'une véritable démocratie ouvrière, tant à l'intérieur de ses organisations qu'en dehors d'elle... et la nécessité de l'élection directe de tous ses délégués, pour l'atelier, l'entreprise, et à l'échelle nationale. » (n° 2, page 22). Si le danger bureaucratique est grand dans la victoire, plus simplement la reconstitution d'un « Front Populaire », sauvegardant l'ordre capitaliste, comme le souhaitent tant de forces d'opposition, serait la défaite de toute perspective socialiste au moment de la disparition du franquisme.

Alors qu'ils s'apprentent à soutenir dans leur pays une lutte totale contre le capitalisme moderne, et contre les organisations bureaucratiques dont ils dénoncent par avance la fonction réactionnaire, tous les camarades d'*Acción Comunista* ne paraissent pas reconnaître complètement les implications de ce modernisme capitaliste et de ce pouvoir bureaucratique dans le monde ; leur interaction, à la fois dans la rivalité et dans la solidarité. La théorie de l'organisation révolutionnaire est évidemment inséparable de cette analyse conséquente. *A.C.* (n° 1, pages 26-27) annonce « une liberté totale de critique concernant les aspects négatifs nombreux et chaque jour plus évidents » des pays dits socialistes, dont la crise mondiale s'est heureusement répercutée dans l'émiettement des illusions qu'entretiennent les organisations clandestines d'Espagne influencées par la bureaucratie ; et exige « une analyse scientifique du régime social de ces pays ». Mais une telle analyse n'est pas assez esquissée. Le manque de précision sur la nature exacte de l'oppression

en Russie ou en Chine est encore plus grand à propos de Cuba, où l'« antidogmatisme » de Castro a presque paru satisfaire quelque temps une partie de la rédaction. De même, la critique marxiste de l'idéologie n'est encore reprise que vaguement dans *A.C.* ; et à défaut d'une telle base il n'est pas possible de comprendre et de combattre efficacement la bureaucratie des dirigeants professionnels. Aussi bien l'organisation ouvrière démocratique qu'évoque *A.C.* paraît un projet incomplètement dégagé du léninisme : la proposition que des « permanents » soient obligatoirement en minorité dans son « Comité Central » est à coup sûr une précaution formellement insuffisante dans une lutte contre la bureaucratisation du parti lui-même. De même, quand *A.C.* admet le projet d'un syndicat unique non-bureaucratique, c'est pour reconnaître peu de lignes après que la division syndicale prévisible, et les exemples de syndicalisme intégré des pays capitalistes modernes rendent ce projet très incertain : les comités unitaires d'entreprises doivent garder la prééminence (mais alors il faut prévoir une lutte ouverte entre ces assemblées et *tout syndicat*). S'employant à une discussion concrète dans des conditions malaisées, et devant dans une large mesure créer d'abord les bases d'information qu'il s'agit de discuter, *A.C.* a présenté à ses lecteurs un certain nombre de textes classiques du mouvement ouvrier. Cette présentation souffre d'un certain empirisme, parce qu'elle n'est pas critiquée par la rédaction selon une perspective précise. De bons documents — sur le programme du *Spartakus-Bund*, la *Lettre à Valentinov* de Christian Rakovsky, des textes de l'A.I.T., un texte à paraître d'*Histoire et Conscience de Classe* — voisinent avec les analyses de la bureaucratie par Trotsky en 1936. Dans le n° 4, *L'Adresse du Conseil Central à la Ligue des Communistes* (mars 1850), de Marx, est à la fois juste dans la partie qui met en garde les ouvriers contre l'absence d'une politique autonome et les conséquences d'une attitude à la remorque de la petite-bourgeoisie, et fort dangereuse dans la partie finale qui défend le centralisme éta-

tique le plus jacobin. La première partie est exactement applicable à l'Espagne, et pour la crise qui vient. La fin est rejetée par toutes les expériences de révolutions prolétaires de notre temps ; et était déjà inapplicable à la situation espagnole de 1936, où l'autonomie régionale fut la base où purent s'exprimer les tendances les plus radicales. La position actuelle d'A.C. impose plutôt l'étude d'un parti comme le *Kommunistische Arbeiter Partei* dans l'Allemagne de 1920. De même, la riche expérience de la révolution espagnole est jusqu'ici curieusement négligée. Le problème révolutionnaire ne peut être posé que sous une forme mondiale et totale. Pas plus qu'elle ne peut oublier toute l'étendue du terrain de sa lutte, la révolution ne peut oublier son propre passé. A.C. le sait, qui veut que ses militants se situent « au premier rang sur tous les fronts de la lutte ». La critique théorique fondamentale du pouvoir politico-économique, la compréhension des tendances profondes de la société moderne dans sa production de la culture et de la vie quotidienne planifiée, la cohésion de toutes les positions prises à l'échelle internationale sont au même titre des fronts de cette lutte unitaire. Ainsi dans l'article « Régression politique en Algérie » (n° 3) Eduardo Mena nous paraît sous-estimer quelque peu le facteur bureaucratique dans sa condamnation du putsch réactionnaire de Boumediène. Plus décevantes sont les reprises, dans le n° 4, d'un article particulièrement débile et superficiel de Bertrand Russel sur le soulèvement de Los Angeles ; et d'un autre de cet économiste trotskiste, Mandel, dont l'ouvrage à la mode dans l'intelligentsia parisienne, *Traité d'économie marxiste* est déjà par son seul titre un défi à toute la méthode révolutionnaire de Marx, qui n'a jamais fait qu'une critique de l'économie politique, discipline déterminée d'une société où règne la logique de la marchandise.

Le premier rôle de l'organisation révolutionnaire, le prix même de son droit à l'existence, c'est certainement la cohérence, la critique impitoyable qui doit abattre « la force de l'habitude », la plus grande force du vieux monde parmi les masses.

Les « habitudes de la gauche », dans un moment révolutionnaire, sont celles qu'il faut combattre principalement. A cette heure-là, si vous ne désarmez pas Noske, il vous tuera. Depuis quarante ans, c'est principalement sous l'étiquette « communiste » que s'est exercée cette fonction de *police rouge*, à Barcelone déjà, comme à Athènes ou à Budapest.

D'autre part, cette cohérence doit être concrétisée. Il s'agit de montrer aux travailleurs ce qu'ils peuvent faire ; et la logique inévitable de la stratégie adoptée, ainsi que la logique non moins inévitable de la stratégie adverse, si c'est elle qui doit l'emporter. Là où les Conseils Ouvriers apparaissent, il ne peut y avoir de modération, ni d'un côté ni de l'autre. Le programme des Conseils Ouvriers a tout à gagner, et n'a rien à perdre, à reconnaître toutes ses conséquences. Le vieux principe du conflit — « Ne pas mettre en jeu son sort sans mettre en jeu toutes ses forces » — est son principe, et ses forces sont justement la conscience et le désir du possible. L'affirmation des Conseils n'alarmera jamais trop ses adversaires, car elle-même ne sera jamais trop alarmée devant l'inévitable réaction qu'elle suscitera, quoi qu'elle fasse et ne fasse pas. La bourgeoisie et la bureaucratie sont contraintes par tous leurs intérêts — de classe dominante ou de domination en voie de cristallisation — de combattre totalement les buts des Conseils. Autant définir ces buts devant tous ceux qui peuvent les reconnaître comme leur programme et leur vie.

Le pouvoir des Conseils Ouvriers est l'ennemi absolu de la « survie » existante. Il ne peut donc lui-même jamais survivre longtemps, sauf en pariant et en gagnant son pari sur la transformation complète de toutes les conditions d'existence, sur la vie libérée immédiatement. Ce pouvoir doit imposer sans délai la transformation fondamentale de la production aussi bien que des rapports dans la production, il doit abolir la marchandise et modifier les besoins ; il doit changer l'aménagement de l'espace et l'éducation, l'exercice de la justice et la défini-

tion même des crimes ; il doit liquider, avec la hiérarchie, sa morale et la religion. L'approfondissement, la défense et l'illustration d'un tel programme sont les premières tâches d'une organisation qui se propose d'aider au déchainement de telles forces. Mais le même programme est exprimable par son autre côté, par des mesures sommaires d'agitation. *Acción Comunista* voit très bien que ce qui unifiera l'actuelle « opposition », au moment où la succession du franquisme va s'ouvrir, ce sera le respect de l'ordre capitaliste, dans un quelconque front national démocratique. Trancher avec ceci, c'est évidemment exproprier le capital, national et étranger, qui possède les moyens de production. Ceci garde une apparence assez abstraite, et beaucoup attendront la résolution d'un problème si complexe par quelques nationalisations étatiques. Proposons un exemple concret. L'actuelle organisation de la consommation par le capitalisme avancé d'Europe mène ses couches privilégiées à acheter des maisons en Espagne. *France-Soir* du 11 novembre 1965 écrivait : « Maintenant, il y a des kilomètres de villas, des chalets de villes-vacances poussés en six mois sur des plages jusqu'alors désertes. Pour l'Espagne, c'est une manne économique ; pour les classes moyennes, qu'elles soient françaises, allemandes ou anglaises, c'est la découverte du paradis — à un million (ancien) la pièce. » Ce journal ajoutait la déclaration d'un représentant de la société immobilière « Constructores Ibericos » : « Nous

avons obtenu le contrôle de « Securitas » qui garantit la qualité des constructions dans le monde entier, ainsi qu'une garantie décennale assurée par une compagnie d'assurances suisse. » L'assurance de l'Europe peut être troublée, comme par cette « déclaration économique » du Soviet de Saint-Petersbourg en 1905, qui annonçait que les emprunts contractés par le tsarisme pour combattre le peuple russe ne seraient en aucun cas rendus par ce peuple libéré. Ceux qui investissent en ce moment dans la construction en Espagne tirent parti du faible prix local de la force de travail, soutiennent économiquement le régime qui a le mérite de cet état de choses, étalent des paysages de « résidences secondaires » destinées à rester vides les 9/10 de l'année. A cette nouvelle forme d'exploitation, qui se double d'un témoignage de mépris tranquille envers le prolétariat espagnol, le programme des Conseils Ouvriers peut répondre dès à présent par l'annonce que *tous les investissements immobiliers étrangers seront saisis sans indemnités au premier jour de leur pouvoir*. Les ouvriers d'Espagne peuvent reconnaître les plus hauts moments de leur passé dans ce projet d'expropriation directe ; toutes les forces qui veulent la démocratisation du capitalisme y verront le geste le plus inacceptable qui se puisse concevoir. Mais la portée internationaliste de cette mesure est tout aussi considérable. On sait l'échec de la faible campagne anarchiste qui, depuis des années, voulait s'opposer aux voyages touristiques en Espagne. Cette protestation était formulée au nom d'impératifs politiques que les masses ont visiblement oubliés. Elle allait à l'encontre de tout le mouvement de la société moderne, le même qui, globalement, a fait oublier la révolution de 1936. Ce mouvement envoie en vacances les *pauvres* (8 millions de Français dans l'été 1965 ont circulé en Espagne) et aucun volontarisme politique ne peut se mettre en travers de ce courant, comme un détail incompréhensible. En revanche, une menace dirigée contre la propriété de gens capables d'investir en Espagne, dans des appartements qui leur reviennent un million d'anciens

## VOUS AUSSI SOYEZ PROPRIETAIRE EN ESPAGNE

à des conditions  
encore exceptionnelles.

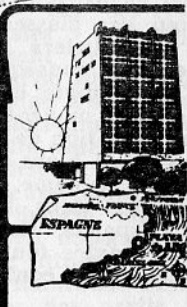
CHOISISSEZ

"LA RESIDENCE DES PINS"  
A PLAYA DE ARO, COSTA BRAVA.

vosre studio, votre appartement ou  
votre maison avec jardin privé - Vue  
imprétable sur la mer - A 90 km de  
la frontière - Plots de 8 hectares  
avec piscine et tennis privés  
Réservez avec seulement 2 % :

Appartements,  
du studio 24.750 F au 4 pièces 48.870 F  
Maisons individuelles  
avec solarium et jardin privé : 4 pièces  
48.800 F

tout équipé (meubler, vaisselle, ar-  
genterie, literie, linge de maison)  
Ouverture de la 2<sup>e</sup> tranche  
1<sup>re</sup> tranche souscrite en 5 semaines  
Un placement de 1<sup>er</sup> ordre





# DES BIENS AU SOLEIL

Devenez propriétaire sur la  
FAITES COMME ELLE ! MÉDITERRANÉE ESPAGNOLE

Elle est satisfaite ; elle a acheté **CLEFS EN MAIN**  
à la **PLAYA DE MIRAMAR** : 15 types de villas et appart. dans  
immeuble de 4 étages, confort, bains  
construits directement  
le long de la plage à partir de **22.500 F**  
édifiés sous contrôle suisse avec **CRÉDIT 50 % sur 5 ans**  
Eau de source en abondance  
Climat tempéré, été comme hiver, de la région des orangers  
Excellent revenu par location - Région fréquentée toute l'année

« LES YEUX FERMÉS, J'ACHÈTE TOUT EN ESPAGNE »

« L'Espagne n'est pour moi qu'une toute petite partie du monde. A mon époque elle était un volcan. Aujourd'hui elle est un lac tranquille et, malgré certaines apparences, endormi. »

Luis Buñuel (interview par Y. Baby dans *Le Monde* du 13-8-65).

« A Mieres, le 12 mars, 8.000 mineurs venus de diverses localités de la région se rassemblèrent. Ils voulurent tenir une réunion dans la Maison des Syndicats. On les empêcha d'entrer. Les mineurs manifestèrent dans les rues. La police intervint, arrêta une quinzaine de manifestants qui furent conduits au commissariat. Les manifestants, et ce pour la première fois sous le franquisme, attaquèrent le commissariat... libérèrent leurs camarades et mirent à sac le commissariat. L'importance d'une telle action est considérable... Il n'est pas facile de « canaliser » un prolétariat qui prend d'assaut les commissariats. »

Acción Comunista 2 (avril 1965).

francs par pièce, a l'intérêt de remettre dans une lumière brutale une classe riche dont l'existence est assez parfaitement dissimulée en Europe depuis que la sociologie moderne a découvert que les classes avaient disparu. La classe dirigeante d'Europe est tout aussi oubliée que la révolution espagnole : la télévision n'en parle pas, et la gauche ne parle que de ce dont la télévision parle. Ainsi la démonstration scientifique de l'existence d'une classe privilégiée pourrait avoir la plus grande utilité, et pas seulement pour les sociologues. D'après l'enquête de l'Institut National de Statistique publiée en juin 1965, la moitié des salariés en France ont encore un salaire mensuel inférieur à 750 F par mois (et pour 27 % inférieur à

562 francs). On voit immédiatement que ces travailleurs ne seront pas lésés par la décision de leurs camarades espagnols. Au contraire, l'exemple qui révèle à la fois la maladie et le traitement approprié pourra faire le meilleur effet dans leur propre pays. Un pouvoir ouvrier en Espagne aura besoin de cet appui des masses de l'Europe, car il se heurtera immédiatement à l'hostilité consécutive de tout ce qu'elle compte de dirigeants et de « classes moyennes ». La part de consommation de ce secteur orientée vers les « biens durables » en Espagne exprime clairement leur confiance dans l'avenir capitaliste de l'Espagne. Notre affaire est de créer, contre toutes les apparences présentes, la confiance inverse.

## LE POINT D'EXPLOSION DE L'IDÉOLOGIE EN CHINE

La dissolution de l'association internationale des bureaucraties totalitaires est maintenant un fait accompli. Pour reprendre les termes de l'Adresse publiée par les situationnistes à Alger en juillet 1965, l'irréversible « écroulement en miettes de l'image révolutionnaire » que le « mensonge bureaucratique » opposait à l'ensemble de la société capitaliste, comme sa pseudo-négation et comme son soutien effectif, est devenu patent, et d'abord sur le terrain où le capitalisme officiel avait le plus grand intérêt à soutenir l'imposture de son adversaire : l'affrontement global de la bourgeoisie et du prétendu « camp socialiste ». En dépit de toutes sortes de tentatives de recollages, *ce qui, déjà, n'était pas socialiste a cessé d'être un camp*. L'effritement du monolithisme stalinien se manifeste dès maintenant dans la coexistence d'une vingtaine de « lignes » indépendantes, de la Roumanie à Cuba, de l'Italie au bloc des partis vietnamien-coréen-japonais. La Russie, devenue incapable même de réunir cette année une conférence commune de tous les partis européens, préfère oublier l'époque où Moscou régnait sur le Komintern. C'est ainsi que les *Izvestia*, en septembre 1966, pouvaient blâmer les dirigeants chinois de jeter un discrédit « sans précédent » sur les idées « marxistes-léninistes » ; et déploieraient vertueusement ce style de confrontation « où l'on substitue des injures à un échange d'opinions et d'expériences révolutionnaires. Ceux qui choisissent cette voie confèrent à leur propre expérience une valeur absolue et font preuve, dans l'interprétation de la théorie marxiste-léniniste, d'un esprit dogmatique et sectaire. Une telle attitude est liée nécessairement à l'immixtion dans les affaires intérieures des partis frères... » La polémique russo-chinoise, dans laquelle chaque puissance est

conduite à imputer à son adversaire tous les crimes anti-prolétariens, étant seulement obligée de ne pas faire mention du *défaut réel* qu'est le pouvoir de classe de la bureaucratie, doit donc se conclure d'un côté comme de l'autre par cette vision dégrisée que ce qui n'aura été qu'un inexplicable mirage révolutionnaire est retombé, faute d'autre réalité, à son vieux point de départ. La simplicité de ce retour aux sources s'est trouvée parfaitement exposée en février à New-Delhi, quand l'ambassade de Chine qualifiait Brejnev et Kossyguine de « nouveaux tsars du Kremlin » tandis que le gouvernement indien, allié antichinois de cette Moscovie, découvrait simultanément que « les maîtres actuels de la Chine ont endossé le manteau impérial des Mandchous ». Cet argument contre la nouvelle dynastie du Milieu a été encore raffiné le mois suivant à Moscou par Voznessenski, le poète moderniste d'Etat, qui « pressent Koutchoum » et ses hordes ; et qui ne compte que sur « la Russie éternelle » pour faire un rempart contre les Mongols qui menacent de bivouaquer parmi « les bijoux égyptiens du Louvre ». La décomposition accélérée de l'idéologie bureaucratique, aussi évidente dans les pays où le stalinisme a saisi le pouvoir que dans les autres — où il a perdu toute chance de le saisir — devait naturellement commencer sur le chapitre de l'internationalisme, mais ceci n'est que le *commencement* d'une dissolution générale sans retour. L'internationalisme ne pouvait appartenir à la bureaucratie qu'en tant que proclamation illusoire au service de ses intérêts réels, comme une justification *idéologique* parmi d'autres, puisque la société bureaucratique est justement le *monde renversé* de la communauté prolétarienne. La bureaucratie est essentiellement un pouvoir établi

sur la possession étatique nationale, et c'est à la logique de sa réalité qu'elle doit finalement obéir, selon les intérêts particuliers qu'impose le niveau de développement du pays qu'elle possède. Son âge héroïque est passé avec l'heureux temps idéologique du « socialisme dans un seul pays », que Staline avait été fort avisé de maintenir en détruisant les révolutions en Chine ou en Espagne, de 1927 à 1937. La révolution bureaucratique autonome en Chine — comme déjà peu avant en Yougoslavie — introduisait dans l'unité du monde bureaucratique un germe de dissolution qui l'a disloqué en moins de vingt ans. Le processus général de décomposition de l'idéologie bureaucratique atteint en ce moment son stade suprême dans le pays même où, du fait de l'arriération générale de l'économie, la prétention idéologique révolutionnaire subsistante devait aussi être poussée à son sommet, là où cette idéologie était le plus nécessaire : en Chine.

La crise qui s'est développée toujours plus largement en Chine, depuis le printemps de 1966, constitue un phénomène sans précédent dans la société bureaucratique. Sans doute, la classe dominante du capitalisme bureaucratique d'Etat, exerçant normalement la terreur sur la majorité exploitée, s'est trouvée fréquemment déchirée elle-même, en Russie ou en Europe de l'Est, par des affrontements et des règlements de comptes qui découlent des difficultés objectives qu'elle rencontre ; aussi bien que du style subjectivement délirant qu'est porté à revêtir le pouvoir totalement mensonger. Mais toujours la bureaucratie, que son mode d'appropriation de l'économie oblige à être centralisée, car il lui faut tirer d'elle-même la garantie hiérarchique de toute participation à son appropriation collective du surproduit social, s'est épurée à partir du sommet. Il faut que le sommet de la bureaucratie reste fixe, car en lui repose toute la légitimité du système. Il doit garder pour lui ses dissensions (ce qui fut sa pratique constante dès le temps de Lénine et Trotsky) ; et si les hommes peuvent y être abattus ou changés, la fonction doit demeurer

toujours dans la même majesté indiscutable. La répression sans explication et sans réplique peut ensuite descendre normalement à chaque étage de l'appareil, comme simple complément de ce qui a été *instantanément* tranché au sommet. Béria doit être d'abord tué ; puis jugé ; alors on peut pourchasser sa faction ; ou n'importe qui, car le pouvoir qui abat, en abattant définit à son gré la faction, et par le même geste se redéfinit lui-même comme le pouvoir. Voilà tout ce qui a manqué en Chine, où la permanence des adversaires proclamés, en dépit de la fantastique montée des surenchères dans la lutte pour la totalité du pouvoir, montre à l'évidence que la *classe dominante s'est cassée en deux*.

Un accident social d'une telle ampleur ne peut évidemment pas être expliqué, dans le goût anecdotique des observateurs bourgeois, par des dissensions portant sur une stratégie extérieure : il est d'ailleurs notoire que la bureaucratie chinoise supporte paisiblement l'affront que constitue, à sa porte, l'écrasement du Vietnam. Pas davantage, des querelles personnelles de succession n'auraient engagé de tels enjeux. Quand certains dirigeants se voient reprocher d'avoir « écarté Mao Tse-toung du pouvoir » depuis la fin des années 50, tout porte à croire qu'il s'agit là d'un de ces crimes rétrospectifs couramment fabriqués par les épurations bureaucratiques — Trotsky menant la guerre civile sur ordre du Mikado, Zinoviev secondant Lénine pour complaire à l'Empire britannique, etc. Celui qui aurait écarté du pouvoir un personnage aussi puissant que Mao n'aurait jamais dormi tant que Mao pouvait revenir. Mao serait donc mort ce jour-là, et rien n'eût empêché ses fidèles successeurs d'attribuer cette mort, par exemple, à Khrouchtchev. Si les gouvernants et polémistes des Etats bureaucratiques comprennent certainement beaucoup mieux la crise chinoise, leurs déclarations n'en peuvent être pour autant plus sérieuses, car ils doivent redouter, en parlant de la Chine, de trop révéler sur eux-mêmes. Ce sont finalement les débris gauchistes des pays occi-

dentaux, toujours volontaires pour être dupes de toutes les propagandes à relents sous-léninistes, qui sont capables de se tromper plus lourdement que tout le monde, en évaluant gravement le rôle dans la société chinoise des traces de la rente conservée aux capitalistes ralliés, ou bien en cherchant dans cette mêlée quel leader représenterait le gauchisme ou l'autonomie ouvrière. Les plus stupides ont cru qu'il y avait quelque chose de « culturel » dans cette affaire, jusqu'en janvier où la presse maoïste leur a joué le mauvais tour d'avouer que c'était « depuis le début une lutte pour le pouvoir ». Le seul débat sérieux consiste à examiner pourquoi et comment la classe dominante a pu se briser en deux camps hostiles ; et

toute recherche à ce propos se trouve bien entendu interdite à ceux qui n'admettent pas que la bureaucratie est une classe dominante, ou bien qui ignorent la spécificité de cette classe et la ramènent aux conditions classiques du pouvoir bourgeois.

Sur le *pourquoi* de la rupture à l'intérieur de la bureaucratie, on peut seulement dire avec certitude que c'est une question telle qu'elle mettait en jeu la domination même de la classe régnante *puisque, pour la trancher, les deux côtés, inébranlablement opiniâtres, n'ont pas craint de risquer tout de suite ce qui est le pouvoir commun de leur classe*, en mettant en péril toutes



### PORTRAIT DE L'ALIÉNATION

Cette foule chinoise, disposée de telle sorte qu'elle compose en elle-même un portrait tramé de Mao, peut être considérée comme un cas-limite de **spectaculaire concentré** du pouvoir étatique (cf. I.S.10, pages 44 et 45), celui qui « dans la zone sous-développée... rassemble dans l'idéologie et, à l'extrême, sur un seul homme, tout l'admirable... qu'il s'agit d'applaudir et de consommer passivement ». Ici la fusion du spectateur et de l'image à contempler semble avoir atteint sa perfection policière. C'est en croyant utile, quelque temps après, d'aller encore au-delà de ce degré de concentration, que la bureaucratie chinoise a fait sauter la machine.

les conditions existantes de leur administration de la société. La classe dominante devait donc savoir qu'elle ne pouvait plus gouverner comme avant. Il est sûr que ce conflit porte sur la gestion de l'économie. Il est sûr que l'effondrement des politiques économiques successives de la bureaucratie est la cause de l'acuité extrême du conflit. L'échec de la politique dite du « Grand bond en avant » — principalement du fait de la résistance de la paysannerie — non seulement a fermé la perspective d'un décollage ultra-volontariste de la production industrielle, mais encore a forcément entraîné une désorganisation désastreuse, sensible sur plusieurs années. L'augmentation même de la production agricole depuis 1958 paraît très faible, et le taux de croissance de la population reste supérieur à celui des subsistances. Il est moins facile de dire sur quelles options économiques précises la classe dirigeante s'est scindée. Probablement un côté (comprenant la majorité de l'appareil du parti, des responsables des syndicats, des économistes) voulait poursuivre ou accroître plus ou moins considérablement la production des biens de consommation, soutenir par des stimulants économiques l'effort des travailleurs, et cette politique impliquait, en même temps que certaines concessions aux paysans et surtout aux ouvriers, l'augmentation d'une consommation hiérarchiquement différenciée dans une large base de la bureaucratie. L'autre côté (comprenant Mao, une grande partie des cadres supérieurs de l'armée) voulait sans doute une reprise à n'importe quel prix de l'effort pour industrialiser le pays, un recours encore plus extrême à l'énergie idéologique et à la terreur, la surexploitation sans limite des travailleurs, et peut-être le sacrifice « égalitaire », dans la consommation, d'une couche notable de la bureaucratie inférieure. Les deux positions sont également orientées vers le maintien de la domination absolue de la bureaucratie, et calculées en fonction de la nécessité de faire barrage aux luttes de classes qui menacent cette domination. En tout cas, l'urgence et le caractère vital de ce choix étaient pour tous si évidents que les deux camps ont cru devoir cou-

rir le risque d'aggraver immédiatement l'ensemble des conditions dans lesquelles ils se trouvaient placés, par le désordre de leur scission même. Il est très possible que l'acharnement, d'un côté comme de l'autre, se trouve justifié par le fait qu'il n'y a pas de solution correcte aux insurmontables problèmes de la bureaucratie chinoise ; que donc les deux options qui s'affrontent étaient également inapplicables ; et qu'il fallait pourtant choisir.

Quant à savoir comment une division au sommet de la bureaucratie a pu descendre, d'appel en appel, vers les niveaux inférieurs, en recréant à tous les étages des affrontements téléguisés en sens inverse dans tout l'appareil du parti et de l'Etat, et finalement dans les masses, il faudrait sans doute tenir compte des survivances du vieux modèle d'administration de la Chine par provinces tendant à une semi-autonomie. La dénonciation des « royaumes indépendants », lancée en janvier par les maoïstes de Pékin, évoque nettement ce fait, et le développement des troubles dans les derniers mois le confirme. Il est bien possible que le phénomène de l'autonomie régionale du pouvoir bureaucratique qui, lors de la contre-révolution russe, ne s'est manifesté que faiblement et épisodiquement autour de l'organisation de Léninegrad, ait trouvé en Chine bureaucratique des bases multiples et solides, se traduisant par la possibilité d'une coexistence, au gouvernement central, de clans et de clientèles détenant en propriété directe des régions entières du pouvoir bureaucratique, et passant entre eux des compromis sur cette base. Le pouvoir bureaucratique en Chine n'est pas né d'un mouvement ouvrier, mais de l'encadrement militaire des paysans, au long d'une guerre de vingt-deux ans. L'armée est demeurée imbriquée dans le parti, dont tous les dirigeants ont été aussi bien des chefs militaires, et elle est restée la principale école de sélection, pour le parti, des masses paysannes qu'elle éduque. Il semble, en outre, que l'administration locale mise en place en 1949 ait été fortement tributaire des zones de passage des



différents corps d'armée descendant du nord au sud, et laissant chaque fois dans leur sillage des hommes qui leur étaient liés par l'origine régionale (ou familiale ; facteur de consolidation des cliques bureaucratiques que la propagande contre Liu Shao-chi et autres a mis pleinement en lumière). De telles bases locales d'un pouvoir semi-autonome dans l'administration bureaucratique auraient donc pu se former en Chine par la combinaison des structures organisationnelles de l'armée conquérante et des forces productives qu'elle trouvait à contrôler dans le pays conquis.

Quand la tendance de Mao a commencé son offensive publique contre les positions solides de ses adversaires, en faisant marcher les étudiants et les enfants des écoles embrigadés, elle ne visait dans l'imédiat aucune sorte de refonte « culturelle » ou « civilisatrice » des masses de travailleurs, déjà serrées au plus fort degré dans le carcan idéologique du régime. Les sottises contre Beethoven ou l'art Ming, au même titre que les invectives contre les positions encore occupées ou déjà reconquises par une bourgeoisie chinoise manifestement anéantie en tant que telle, n'étaient présentées que pour amuser le tapis — non sans calculer que ce gauchisme sommaire pourrait trouver un certain écho parmi les opprimés, qui ont quelque raison de penser qu'il existe encore chez eux plusieurs obstacles à l'avènement d'une société sans classes. Le but principal de l'opération était de faire paraître dans la rue, au service de cette tendance, *l'idéologie du régime*, qui est, par définition, maoïste. Les adversaires ne pouvant être eux-mêmes autre chose que maoïste, ils se trouvaient mis d'emblée en fâcheuse posture par le déclenchement de cette mauvaise querelle. C'est pourquoi leurs « autocritiques » insuffisantes peuvent exprimer en fait leur résolution de garder les postes qu'ils contrôlent. On peut donc qualifier la première phase de la lutte comme un affrontement des *propriétaires officiels de l'idéologie* contre la majorité des *propriétaires de l'appareil*

de l'économie et de l'État. Cependant, la bureaucratie, pour maintenir son appropriation collective de la société, a besoin aussi bien de l'idéologie que de l'appareil administratif et répressif ; de sorte que l'aventure d'une telle séparation était extrêmement périlleuse si elle ne devait pas aboutir dans de courts délais. On sait que la majorité de l'appareil, et Liu Shao-chi en personne, malgré sa position critique à Pékin, ont résisté obstinément. Après leur première tentative de bloquer l'agitation maoïste au stade des Universités, où les « groupes de travail » en avaient pris le contrepied, cette agitation s'étendit à la rue dans toutes les grandes villes, et partout commença à attaquer, par les journaux muraux et l'action directe, les responsables qui lui étaient désignés — ceci n'excluant pas les erreurs et les excès de zèle. Ces responsables organisèrent la résistance partout où ils le pouvaient. Les premiers heurts entre ouvriers et « gardes rouges » ont dû être plutôt menés par les *activistes* du parti dans les usines, à la disposition des notables locaux de l'appareil. Bientôt, les ouvriers exaspérés par les excès des gardes rouges, ont commencé à intervenir par eux-mêmes. Dans tous les cas où les maoïstes ont parlé d'« étendre la révolution culturelle » aux usines, puis aux campagnes, ils se sont donné l'allure de *décider un glissement* qui, pendant tout l'automne de 1966, leur avait échappé, et s'était déjà, en fait, opéré en dépit de leurs plans. La chute de la production industrielle ; la désorganisation des transports, de l'irrigation, de l'administration étatique jusqu'au niveau des ministères (malgré les efforts de Chou En-lai) ; les menaces qui ont pesé sur les récoltes de l'automne et du printemps ; l'interruption complète de l'enseignement — particulièrement grave dans un pays sous-développé — pendant plus d'une année, tout cela n'a été que l'inévitable résultat d'une lutte dont l'extension est uniquement due à la résistance de cette part de la bureaucratie au pouvoir qu'il s'agissait, pour les maoïstes, de faire céder.

Les maoïstes, dont l'expérience politique n'est guère liée aux luttes en



milieu urbain, aurait eu l'occasion de vérifier le précepte de Machiavel : « Qu'on se garde d'exciter une sédition dans une ville en se flattant de pouvoir l'arrêter ou la diriger à sa volonté » (*Histoires florentines*). Après quelques mois de pseudo-révolution pseudo-culturelle, c'est la lutte de classes réelle qui est apparue en Chine, les ouvriers et les paysans commençant à agir pour eux-mêmes. Les ouvriers ne peuvent ignorer ce que signifie pour eux la perspective maoïste ; les paysans, qui voient menacé leur lopin individuel, ont commencé en plusieurs provinces à se répartir les terres et le matériel des « communes populaires » (celles-ci n'étant que le nouvel habillage idéologique des unités administratives préexistantes, et recoupant généralement les anciens cantons). Les grèves des chemins de fer, la grève générale de Shanghai — qualifiée, comme à Budapest, d'arme privilégiée des capitalistes —, les grèves de la

grande agglomération industrielle de Wuhan, de Canton, du Hupeh, des métallurgistes et des ouvriers du textile à Chungking, les attaques des paysans du Szechwan et du Fukien, ont culminé au mois de janvier, mettant la Chine au bord du chaos. En même temps, sur les traces des ouvriers organisés en « gardes populaires » au Kwangsi dès septembre 1966 pour combattre les gardes rouges, et après les émeutes anti-maoïstes de Nankin, des « armées » se constituaient dans différentes provinces, comme « l'Armée du 1<sup>er</sup> août » au Kwangtung. L'armée nationale devait intervenir partout, en février-mars, pour mater les travailleurs, diriger la production par le « contrôle militaire » des usines, et même, appuyée alors par la milice, contrôler les travaux dans les campagnes. La lutte des ouvriers pour maintenir ou accroître leur salaire, la fameuse tendance à l'« économicisme » maudite par les maîtres de Pékin, a pu être acceptée, voire en-

couragée, par certains des cadres locaux de l'appareil, dans leur résistance aux bureaucrates maoïstes rivaux. Mais il est certain que la lutte était menée par un courant irrésistible de la base ouvrière : la dissolution autoritaire en mars des « associations professionnelles », qui s'étaient formées après la première dissolution des syndicats du régime, dont la bureaucratie échappait à la ligne maoïste, le montre fort bien ; c'est ainsi que le *Jiefang Ribao* condamnait, à Shanghai, en mars, « la tendance féodale de ces associations formées non sur la base de classe (*lire : la qualité qui définit cette base de classe est le pur monopole du pouvoir maoïste*) mais par métiers, et qui ont comme objectifs de lutte les intérêts partiels et immédiats des ouvriers exerçant ces métiers ». Cette défense des vrais possesseurs des intérêts généraux et permanents de la collectivité avait été aussi nettement exprimée, le 11 février, par une directive du Conseil de l'Etat et de la Commission militaire du Comité Central : « Tous les éléments qui ont saisi ou volé des armes doivent être arrêtés. »

Au moment où le règlement de ce conflit, qui a évidemment entraîné des morts par dizaines de milliers, opposant entre elles des grandes unités militaires avec tout leur équipement, et jusqu'à des navires de guerre, est confié à l'armée chinoise, cette armée est elle-même divisée. Elle doit assurer la poursuite et l'intensification de la production alors qu'elle n'est plus en état d'assurer l'unité du pouvoir en Chine — en outre, son intervention directe contre la paysannerie présenterait, étant donné son recrutement essentiellement paysan, les plus grands risques. La trêve recherchée en mars-avril par les maoïstes, déclarant que tout le personnel du parti est récupérable à l'exception d'une « poignée » de traîtres, et que la principale menace est désormais « l'anarchisme », signifie, plus que l'inquiétude devant la difficulté de mettre un frein au dévouement survenu dans la jeunesse à la suite de l'expérience des gardes rouges, l'inquiétude essentielle d'être arrivé au

bord de la dissolution de la classe dirigeante elle-même. Le parti, l'administration centrale et provinciale se trouvent à ce moment en décomposition. Il s'agit de « rétablir la discipline dans le travail ». « Le principe de l'exclusion et du renversement de tous les cadres doit être condamné sans réserve », déclare le *Drapeau Rouge* en mars. Et déjà en février *Chine Nouvelle* : « Vous écrasez tous les responsables... mais lorsque vous prenez le contrôle d'un organisme, qu'avez-vous entre les mains d'autre qu'une salle vide et des tampons ? » Les réhabilitations et les nouveaux compromis se succèdent au petit bonheur. La survie même de la bureaucratie est la cause suprême qui doit faire passer au second plan ses diverses options politiques comme simples moyens.

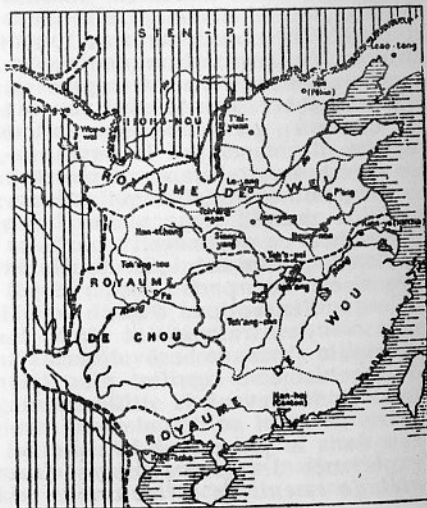
A partir du printemps de 1967, on peut dire que le mouvement de la « révolution culturelle » est parvenu à un échec désastreux, et que cet échec est certainement le plus immense dans la longue série des échecs du pouvoir bureaucratique en Chine. En face du coût extraordinaire de l'opération, aucun de ses buts n'a été atteint. La bureaucratie est plus divisée que jamais. Tout nouveau pouvoir mis en place dans les régions tenues par les maoïstes se divise à son tour : « la triple alliance révolutionnaire » armée - garde rouge - parti ne cesse de se décomposer, et du fait des antagonismes entre ces trois forces (le parti, surtout, se tenant à l'écart ou n'y entrant que pour la saboter), et du fait des antagonismes toujours plus poussés à l'intérieur de chacune de ces trois forces. Il paraît aussi difficile de recoller l'appareil que d'en édifier un autre. Surtout, *les deux tiers au moins de la Chine ne sont à aucun degré contrôlés par le pouvoir de Pékin.*

A côté des comités gouvernementaux des partisans de Liu Shao-chi, et des mouvements de lutte ouvrière qui continuent à s'affirmer, ce sont déjà les *Seigneurs de la Guerre* qui reparaissent sous l'uniforme de généraux « communistes » indépendants, traitant directement avec le pouvoir central, et menant

leur propre politique, particulièrement dans les régions périphériques. Le général Chang Kuo-hua, maître du Tibet en février, après des combats de rues à Lhassa emploie les blindés contre les maoïstes. Trois divisions maoïstes sont envoyées pour « écraser les révisionnistes ». Elles semblent n'y réussir que modérément car Chang Kuo-hua contrôle toujours la région en avril. Le 1<sup>er</sup> mai, il est reçu à Pékin, et les tractations aboutissent à un compromis puisqu'il est chargé de constituer un comité révolutionnaire pour gouverner le Szechwan, où dès avril une « alliance révolutionnaire », influencée par un général Hung, avait pris le pouvoir et emprisonné les maoïstes ; depuis, en juin, les membres d'une commune populaire s'étaient emparés d'armes et avaient attaqué les militaires. En Mongolie-Intérieure, l'armée s'est prononcée contre Mao dès février, sous la direction de Liu Chiang, commissaire politique adjoint. La même chose est advenue dans le Hopeh, le Honan, la Mandchourie. Dans le Kansu, en mai, le général Chao Yung-shih a réussi un putsch antimaoïste. Le Sinkiang, où sont les installations atomiques, a été neutralisé d'un commun accord dès mars, sous l'autorité du général Wang En-mao ; le même est cependant réputé y avoir attaqué les « révolutionnaires maoïstes » en juin. Le Hupeh se trouve, en juillet, aux mains du général Chen Tsaitao, commandant du district de Wuhan — un des plus anciens centres industriels de Chine. Dans le vieux style de l'« incident de Sian » il y fait arrêter deux des principaux dirigeants de Pékin venus négocier avec lui ; le Premier ministre doit faire le voyage, et on annonce comme une « victoire » qu'il a obtenu la restitution de ses émissaires. En même temps, 2.400 usines et mines se trouveraient paralysées dans cette province consécutivement au soulèvement armé de 50.000 ouvriers et paysans. D'ailleurs il s'avère au début de l'été que le conflit continue partout : en juin des « ouvriers conservateurs » du Honan ont attaqué une filature à coups de bombes incendiaires, en juillet, le bassin houillier de Fushun et les travailleurs du pétrole à Tahsing sont en grève, les mineurs du

Kiangsi font la chasse aux maoïstes, on appelle à la lutte contre « l'armée industrielle du Chekiang » décrite comme une « organisation terroriste antimarxiste », les paysans menacent de marcher sur Nankin et Shanghai, on se bat dans les rues de Canton et de Chungking, les étudiants de Kweiyang attaquent l'armée et se saisissent de dirigeants maoïstes. Et le gouvernement qui s'est décidé à interdire les violences « dans les régions contrôlées par les autorités centrales », même là semble avoir fort à faire. Faute d'arrêter les troubles, on arrête les informations en expulsant la plupart des rares résidents étrangers.

Mais, au début d'août, la cassure dans l'armée est devenue si dangereuse que ce sont les publications officielles de Pékin qui révèlent elles-mêmes que les partisans de Liu veulent « mettre sur pied un royaume indépendant réactionnaire bourgeois au sein de l'armée », et (*Quotidien du peuple* du 5 août) que « les attaques contre la dictature du prolétariat en Chine sont venues non seulement des échelons supérieurs mais aussi des échelons inférieurs ». Pékin en vient à avouer clairement qu'un tiers au moins de l'armée s'est prononcé contre le gouvernement central, et qu'une grande partie même de la vieille Chine des dix-huit provinces lui



a échappé. Les suites immédiates de l'incident de Wuhan semblent avoir été très graves, une intervention des parachutistes de Pékin, appuyée par six canonnières remontant le Yangtze depuis Shanghai se trouvant repoussée après une bataille rangée; et, d'autre part, des armes des arsenaux de Wuhan auraient été envoyées aux anti-maoïstes de Chungking. En outre, il convient de noter que les troupes de Wuhan appartenaient au groupe d'armées placé sous l'autorité directe de Lin Piao, le seul qui était considéré comme sûr. Vers le milieu du mois d'août, les luttes armées se généralisent à un tel point que le gouvernement maoïste en vient à réprouver officiellement cette sorte de continuation de la politique par des moyens qui se retournent contre lui; et assure préférer la conviction, qu'il remporterait en s'en tenant à une « lutte par la plume ». Simultanément, il annonce la distribution d'armes aux masses dans « les zones sûres ». Mais où sont de telles zones? On se bat de nouveau à Shanghai, présenté depuis des mois comme une des rares citadelles du maoïsme. Des militaires du Shantung incitent les paysans à la révolte. La direction de l'armée de l'air est dénoncée comme ennemie du régime. Et comme au temps de Sun Yat-sen, Canton, tandis que la 47<sup>e</sup> Armée fait mouvement pour y rétablir l'ordre, se détache en pôle de la révolte, les ouvriers des chemins de fer et des transports urbains en étant le fer de lance: les prisonniers politiques ont été délivrés, des armes destinées au Vietnam ont été saisies sur des cargos dans le port, un nombre indéterminé d'individus a été pendu dans les rues. Ainsi, la Chine s'enfoncé lentement dans une guerre civile confuse, qui est à la fois l'affrontement entre diverses régions du pouvoir bureaucratique-étatique émietté, et l'affrontement des revendications ouvrières et paysannes avec les conditions d'exploitation que doivent maintenir partout les directions bureaucratiques déchirées.

Du fait que les maoïstes se sont montrés, avec le succès que l'on peut

voir, les champions de l'idéologie absolue, ils ont rencontré jusqu'ici l'estime et l'approbation au degré le plus fantastique parmi les intellectuels occidentaux qui ne manquent jamais de saliver à de tels stimuli. K.S. Karol, dans le *Nouvel Observateur* du 15 février, rappelait doctement aux maoïstes leur oubli de ce fait « que les vrais stalinien ne sont pas des alliés potentiels de la Chine mais ses ennemis les plus irréductibles: pour eux, la révolution culturelle avec ses tendances anti-bureaucratiques, évoque le trotskisme... » Il y a eu d'ailleurs beaucoup de trotskistes pour s'y reconnaître, par là se rendant justice! *Le Monde*, le journal le plus franchement maoïste paraissant hors de Chine, a annoncé jour après jour le succès imminent de M. Mao Tse-toung prenant enfin ce pouvoir qu'on lui croyait acquis depuis dix-huit ans. Les sinologues, quasiment tous staliniano-chrétiens — le mélange est répandu partout mais là principalement —, ont ressorti l'âme chinoise pour témoigner de la légitimité du nouveau Confucius. Ce qu'il y a toujours eu de burlesque dans l'attitude des intellectuels bourgeois de la gauche modérément stalinophile a trouvé la plus belle occasion de s'épanouir devant les records chinois du genre: cette révolution « culturelle » devra peut-être durer 1.000 ou 10.000 ans. *Le Petit Livre Rouge* a enfin réussi à « siniser le marxisme ». « Le bruit des hommes en train de réciter les citations d'une voix forte et claire s'entend dans toutes les unités de l'armée ». « La sécheresse n'a rien d'effrayant, la pensée de Mao Tse-toung est notre pluie fécondante ». « Le chef de l'État a été jugé responsable... pour n'avoir pas prévu la volte-face du maréchal Chiang Kai-shek lorsque celui-ci dirigea son armée contre les troupes communistes » (*Le Monde* du 4-4-67; il s'agit du coup de 1927, que chacun avait bien prévu en Chine, mais qu'il fallut attendre passivement pour obéir aux ordres de Staline). Une chorale vient chanter l'hymne intitulé: *Cent millions de personnes prennent les armes pour critiquer le sinistre livre du Perfectionnement de soi-même* (œuvrette naguère of-

ficielle de Liu Shao-chi). La liste est sans fin, on peut l'interrompre sur ce bon mot du *Quotidien du peuple*, le 31 juillet : « La situation de la révolution culturelle prolétarienne en Chine est excellente, mais la lutte des classes devient plus difficile ».

Après tant de bruit, les conclusions historiques à tirer de cette période sont simples. Où que puisse aller maintenant la Chine, l'image du dernier pouvoir bureaucratique-révolutionnaire a volé en éclats. L'effondrement interne s'ajoute aux incessants écroulements de sa politique extérieure : anéantissement du stalinisme indonésien, rupture avec le stalinisme japonais, destruction du Vietnam par les Etats-Unis et, pour finir, proclamation par Pékin, en juillet, que « l'insurrection » de Naxalbari, quelques jours avant sa dispersion par la première opération de police, était le début de la révolution paysanne-maoïste dans toute l'Inde : en soutenant cette extravagance, Pékin a rompu avec la majorité de ses propres partisans indiens, c'est-à-dire avec le dernier grand parti bureaucratique qui lui restait acquis. Ce qui est inscrit maintenant dans la crise interne de la Chine, c'est son échec à industrialiser le pays, et à se donner en modèle aux pays sous-développés. L'idéologie portée à son degré absolu, en vient à l'éclatement. Son usage absolu est aussi bien son zéro absolu : c'est la nuit, où toutes les vaches idéologiques sont noires. Au moment où, dans la confusion la plus totale, les bureaucrates se combattent au nom du même dogme, et dénoncent partout « les bourgeois abrités derrière le

drapeau rouge », la *double pensée* s'est elle-même dédoublée. C'est la fin joyeuse des mensonges idéologiques, leur mise à mort dans le ridicule. Ce n'est pas la Chine, c'est notre monde qui a produit ce ridicule. Nous avions dit dans le numéro de l'I.S. paru en août 1961 qu'il deviendrait « à tous les niveaux, de plus en plus péniblement ridicule, jusqu'au moment de sa reconstruction révolutionnaire complète ». On voit ce qu'il en est. La nouvelle époque de la critique prolétarienne saura qu'elle n'a plus rien à ménager qui soit à elle, et que tout confort idéologique existant lui aura été arraché dans la honte et l'épouvante. En découvrant qu'elle est dépossédée des faux biens de son monde mensonger, elle doit comprendre qu'elle est la négation déterminée de la totalité de la société mondiale ; et elle le saura aussi en Chine. C'est la dislocation mondiale de l'*Internationale bureaucratique* qui se reproduit en ce moment à l'échelle chinoise, dans la fragmentation du pouvoir en provinces indépendantes. Ainsi, la Chine retrouve son passé, qui lui repose les tâches révolutionnaires réelles du mouvement vaincu autrefois. Le moment où, paraît-il, « Mao recommence en 1967 ce qu'il faisait en 1927 » (*Le Monde* du 17-2-67) est aussi le moment où, pour la première fois depuis 1927, l'intervention des masses ouvrières et paysannes a défeulé sur tout le pays. Aussi difficiles que soient la prise de conscience et la mise en œuvre de leurs objectifs autonomes, quelque chose est mort dans la domination totale que subissaient les travailleurs chinois. Le *Mandat du Ciel prolétarien* est épuisé.

Ce texte, publié en brochure le 16 août, est repris ici sans modification. Les informations plus récentes ont seulement confirmé l'ampleur des troubles.

## DEUX GUERRES LOCALES

La guerre israélo-arabe a été un mauvais tour joué par l'histoire moderne à la bonne conscience de gauche, qui communiait dans le grand spectacle de sa protestation contre la guerre du Vietnam. La fausse conscience, qui voyait dans le F.N.L. le champion de la « révolution socialiste » contre l'impérialisme américain, ne put que s'embrouiller et sombrer dans ses insurmontables contradictions, quand il s'est agi de départager Israël et Nasser ; elle n'a pas cependant, à travers ses burlesques polémiques, cessé de proclamer que l'un ou l'autre avait absolument raison, même que telle ou telle de leurs perspectives était révolutionnaire.

C'est qu'en immigrant dans les zones sous-développées, la lutte révolutionnaire était l'objet d'une double aliénation : d'une part, celle d'une gauche impuissante devant un capitalisme surdéveloppé qu'elle ne peut nullement combattre, et, d'autre part, celle des masses laborieuses des pays colonisés, qui ont hérité des restes d'une révolution défigurée et ont dû subir ses tares. L'absence de mouvement révolutionnaire en Europe a réduit la gauche à sa plus simple expression : une masse de spectateurs qui pâment chaque fois que les exploités des colonies prennent les armes contre leurs maîtres, et ne peut s'empêcher d'y voir le *nec plus ultra* de la Révolution. De même que l'absence de la vie politique du prolétariat en tant que classe-pour-soi (et pour nous le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien) a permis à cette gauche de devenir le *chevalier de la vertu* dans un monde sans vertu. Mais quand elle se lamente et se plaint de « l'ordre du monde » comme étant en conflit avec ses bonnes intentions, et qu'elle maintient ses pauvres aspirations en face de cet ordre, elle est en fait attachée à lui comme à son essence, et si cet ordre lui est ravi et si elle-même s'en exclut elle perd tout. La gauche européenne se montre si pauvre que, comme le

voyageur dans le désert aspire à une simple goutte d'eau, elle semble aspirer pour se reconforter seulement au maigre sentiment d'une objection abstraite. A la facilité avec laquelle elle se satisfait peut se mesurer l'étendue de son indigence. Elle est étrangère à l'histoire, autant que le prolétariat est étranger à ce monde ; la fausse conscience est son état naturel, le spectacle son élément, et l'affrontement apparent des systèmes sa référence universelle : toujours et partout où il y a un conflit, c'est le bien qui combat le mal, la « Révolution absolue » contre la « Réaction absolue ».

L'adhésion de la conscience spectatrice aux causes *étrangères* reste irrationnelle, et ses protestations vertueuses s'embourbent dans les méandres de sa culpabilité. La plupart des « Comités Vietnam », en France, ont éclaté pendant la « guerre de six jours » et, aux Etats-Unis, une partie des groupes de résistance à la guerre au Vietnam ont aussi connu *leur vérité*. « On ne peut être à la fois pour les Vietnamiens et contre les Juifs menacés d'extermination », s'écrient les uns. « Pouvez-vous lutter contre les Américains au Vietnam en appuyant leurs alliés sionistes agresseurs ? » rétorquent les autres, et on se lance dans des discussions byzantines... Sartre ne s'en est pas relevé. En réalité, ce que condamne tout ce beau monde, il ne le combat pas effectivement, et ce qu'il approuve, il ne le connaît pas. Son opposition à la guerre américaine se confond quasiment toujours avec l'appui inconditionnel au Vietcong, mais en tout cas, pour tous, elle reste spectaculaire. Ceux qui s'opposaient réellement au fascisme espagnol allaient le combattre. Aucun n'est encore parti lutter contre l'« impérialisme yankee ». Tout un étalage de tapis volants s'offre au choix des consommateurs de la participation illusoire : le nationalisme stalino-gaulliste contre l'Américain (la visite de Humphrey

a été l'unique occasion où le P.C.F. a manifesté avec les fidèles qui lui restent) ; la vente du *Courrier Vietnam*, ou des brochures publicitaires de l'Etat de Ho Chi Minh ; enfin, les manifestations pacifistes. Ni les Provos (avant leur dissolution), ni les étudiants de Berlin n'ont su dépasser ce cadre étroit de « l'action » anti-impérialiste.

L'opposition à la guerre en Amérique est d'emblée plus sérieuse, car elle trouve en face d'elle l'ennemi réel. Cependant, pour une partie de la jeunesse, elle signifie son identification *mécanique* avec les ennemis apparents de ses ennemis réels : ce qui accentue la confusion d'une classe ouvrière déjà soumise aux pires abus et mystifications, et contribue à la maintenir dans cet état d'esprit « réactionnaire » dont on tire argument contre elle.

Plus importante nous semble la critique de Guevara, parce qu'enracinée dans des luttes authentiques, mais elle pêche par défaut. Le Che est sûrement l'un des derniers léninistes conséquents de notre époque. Toutefois, tel Epiménide, il semble avoir dormi pendant ce dernier demi-siècle, pour croire qu'il y a encore un « camp progressiste », et que celui-ci est étrangement « défaillant ». Ce bureaucratique et romantique révolutionnaire ne voit ainsi dans l'impérialisme que le stade suprême du capitalisme, en lutte contre une société qui est socialiste, même si elle a des défauts.

La déficience de l'U.R.S.S., honteusement reconnue, paraît de plus en plus « naturelle ». Quant à la Chine, selon une déclaration officielle, elle reste « prête à consentir tous les sacrifices nationaux pour soutenir le Vietnam du Nord contre les U.S.A. (à défaut des ouvriers de Hong-Kong) et elle constitue l'arrière-garde la plus solide et la plus sûre pour le peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme ». Personne ne doute, en effet, que quand le dernier Vietnamien sera tué, la Chine bureaucratique de Mao sera intacte. (Selon les *Izvestia*, la Chine et les Etats-

Unis auraient conclu un accord de non-intervention réciproque.)

Ni la conscience manichéenne de la gauche vertueuse, ni la bureaucratie ne sont capables de voir l'unité profonde du monde actuel. La dialectique est leur ennemi commun. La critique révolutionnaire, quant à elle, commence par delà le bien et le mal ; elle prend ses racines dans l'histoire, et a pour terrain la totalité du monde existant. Elle ne peut, en aucun cas, applaudir un *Etat* belligérant, ni appuyer la bureaucratie d'un *Etat* exploiteur en formation. Elle doit, avant tout, dévoiler la *vérité* des conflits actuels, en les rattachant à leur histoire, et démasquer les buts inavoués des forces *officiellement* en lutte. L'arme de la critique sert de prélude à la critique des armes.

La coexistence pacifique des mensonges bourgeois et bureaucratique a fini par l'emporter sur le mensonge de leurs affrontements ; l'équilibre de la terreur a été rompu à Cuba en 1962 lors de la débandade russe. Depuis, l'impérialisme américain est le maître incontesté du monde. Et il ne peut l'être que par l'agression, car il n'a aucune chance d'avoir un quelconque attrait pour les déshérités, plus facilement tournés vers le modèle russo-chinois. Le capitalisme d'Etat est la tendance naturelle des sociétés colonisées où l'Etat se constitue généralement avant les classes — au sens historique du terme. L'élimination totale de ses capitaux et de ses marchandises du marché mondial est justement la menace mortelle qui pèse sur la classe possédante américaine et son économie de libre entreprise ; et la clé de sa fureur agressive.

Depuis la grande crise de 1929, l'intervention de l'Etat se fait de plus en plus voyante dans les mécanismes du marché ; l'économie ne peut plus fonctionner régulièrement sans les dépenses massives de l'Etat, principal « consommateur » de toute la production non-commerciale (surtout par l'industrie d'armement). Ce qui ne l'empêche pas de rester en crise et



d'avoir toujours besoin de l'expansion de son secteur public aux dépens de son secteur privé. Une logique implacable pousse le système vers un capitalisme de plus en plus contrôlé par l'Etat, engendrant de graves conflits sociaux.



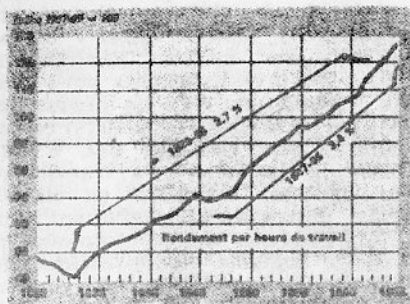
La profonde crise du système américain, c'est son incapacité à produire des profits à l'échelle sociale, d'une façon suffisante. Il doit donc réussir, à l'extérieur, ce qu'il ne peut faire chez lui, c'est-à-dire augmenter la masse des profits proportionnellement à la masse des capitaux existants. La classe possédante, qui possède aussi plus ou moins l'Etat, compte sur ses entreprises impérialistes pour réaliser ce rêve dément. Pour cette classe, le capitalisme d'Etat signifie la mort, tout autant que le *communisme* ; c'est pourquoi elle est par essence incapable d'y voir une quelconque différence.

Le fonctionnement artificiel de l'économie monopoliste comme « économie de guerre » assure, pour le moment, à la politique de la classe dirigeante, l'appui bienveillant des ouvriers, qui profitent du plein emploi et d'une abondance spectaculaire : « Actuellement, la proportion de la main-d'œuvre affectée à des tâches intéressant la défense nationale représente 5,2 % de la main-d'œuvre américaine totale, contre

3,9 % il y a deux ans (...). Le nombre des emplois civils dans le domaine de la défense nationale est passé de 3.000.000 à 4.100.000 environ en deux ans ». (*Le Monde* du 17-9-67). En attendant, le capitalisme de marché sent obscurément qu'en étendant son contrôle territorial il atteindra une expansion accélérée capable de contrebalancer les exigences toujours croissantes de la production non-profitable. La défense acharnée des régions du monde « libre » où ses intérêts sont souvent minimes (en 1959, les investissements américains au Vietnam du Sud ne dépassaient pas les 50 millions de dollars) correspond à une stratégie qui, à long terme, pense arriver à transformer les dépenses militaires en simples frais d'exploitation, assurant aux Etats-Unis non seulement un marché, mais le contrôle monopolistique des moyens de production de la plus grande partie du globe. Mais tout contrecarre ce projet. D'une part, les contradictions internes du capitalisme privé : des intérêts particuliers s'opposent à cet intérêt général de la classe possédante dans son ensemble, tels les groupes qui s'enrichissent à court terme des commandes d'Etat (avec, en tête, les fabricants d'armes), tels les entreprises monopolistes qui répugnent à investir dans des pays sous-développés, où la productivité est très basse en dépit d'une main-d'œuvre à bon marché, au lieu de le faire dans la partie avancée du monde — et surtout en Europe, toujours largement plus rentable que l'Amérique saturée. D'autre part, il se heurte aux intérêts immédiats des masses déshéritées, dont le premier mouvement ne peut être que l'élimination de leurs couches exploiteuses, seules capables d'assurer aux U.S.A. une quelconque abfiltration.

Le Vietnam n'est, pour le moment, selon Rostow, spécialiste de la « croissance » au Département d'Etat, que le champ d'expérience de cette vaste stratégie — appelée à se multiplier — qui, pour assurer sa paix exploiteuse, doit commencer par une guerre destructrice — qui n'a pas grande chance d'aboutir. L'agressivité de l'impérialisme américain n'est donc nullement une aberration d'un mauvais gouvernement, mais une nécessité

pour les relations de classes du capitalisme privé, qui, si un mouvement révolutionnaire ne vient pas y mettre un terme, évolue inexorablement vers un capitalisme technocratique d'Etat. C'est dans ce cadre général de l'économie mondiale restée non-dominée qu'il faut insérer l'histoire des luttes aliénées de notre époque.



La destruction des vieilles structures « asiatiques » par la pénétration coloniale amena, d'une part, la naissance d'une nouvelle couche urbaine et, d'autres part, la paupérisation accrue de larges fractions de la paysannerie surexploitée. C'est la rencontre de ces deux forces sociales qui constitua le moteur principal de tout le mouvement vietnamien. Parmi les couches urbaines — petites-bourgeoises, et même bourgeoises — se formèrent en effet les premiers noyaux nationalistes, et le cadre de ce qui allait être, à partir de 1930, le Parti Communiste Indochinois. L'adhésion à l'idéologie bolchevik (dans sa version stalinienne), doubla le programme purement nationaliste d'un programme essentiellement agraire, et permit au P.C.I. de devenir le principal dirigeant de la lutte anti-coloniale, et d'encadrer la grande masse des paysans spontanément insurgés. Les « soviets paysans » de 1931 furent la première manifestation de ce mouvement. Mais, en rattachant son sort à celui de la III<sup>e</sup> Internationale, le P.C.I. se soumit à toutes les vicissitudes de la diplomatie stalinienne, et aux fluctuations des intérêts nationaux et étatiques de la bureaucratie russe. A partir du septième Congrès du Comintern (août 1935) « la lutte contre l'impérialisme français » disparut du programme et fut bientôt

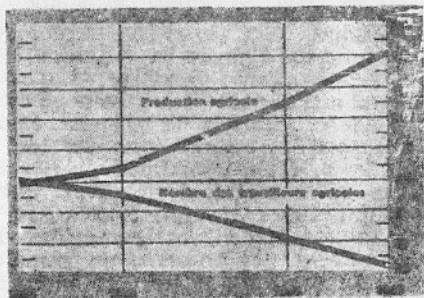
remplacée par la lutte contre le puissant parti trotskiste. « En ce qui concerne les trotskistes, pas d'alliances ni de concessions ; ils doivent être démasqués pour ce qu'ils sont : les agents du fascisme ». (Rapport de Ho Chi Minh au Comintern, juillet 1939). Le traité germano-soviétique et l'interdiction des P.C. de France et d'outre-mer permirent au P.C.I. de changer de direction : « Notre parti trouve que c'est une question de vie ou de mort... de lutter contre la guerre impérialiste et la politique de piraterie et de massacre de l'impérialisme français (*lire : contre l'Allemagne nazie*)... mais nous lutterons, en même temps, contre les buts agressifs du fascisme japonais ».

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, avec l'aide effective des Américains, le Vietminh contrôlait la plus grande partie du territoire, et était reconnu par la France comme l'unique représentant de l'Indochine. C'est à ce moment que Ho préféra « renifler un peu la crotte française plutôt que de manger toute la vie celle des Chinois », et signa, pour faciliter la tâche de ses camarades-maîtres, le monstrueux compromis de mars 1946, qui reconnut le Vietnam à la fois comme « Etat libre » et comme « faisant partie de la Fédération Indochinoise de l'Union Française ». Ce compromis permit à la France de reconquérir une partie du pays et d'engager, en même temps que les staliens perdaient leur part du pouvoir bourgeois en France, une guerre de huit ans, au bout de laquelle le Vietminh livrait le Sud aux couches les plus rétrogrades de la société vietnamienne et à leurs protecteurs, les Américains, et gagnait définitivement le Nord. Après avoir procédé à l'élimination systématique des éléments révolutionnaires qui restaient (le dernier leader trotskiste, Ta Tu Thau, a été assassiné dès 1946), la bureaucratie vietminh installa son pouvoir totalitaire sur la paysannerie, et amorça l'industrialisation du pays dans le cadre d'un capitalisme d'Etat. L'amélioration du sort des paysans, consécutive à leurs conquêtes pendant la longue lutte de libération, devait, dans la logique bureaucratique, être mise au service de l'Etat naissant ; dans le sens d'une meilleure productivité dont il restait le maître

incontesté. L'application autoritaire de la réforme agraire donna lieu, en 1956, à de violentes insurrections et à une sanglante répression (surtout dans la province même de Ho Chi Minh). Les paysans qui ont porté la bureaucratie au pouvoir se trouvaient être ses premières victimes. Une « orgie d'autocritiques » tenta, pendant plusieurs années, de faire oublier cette « grave erreur ».

Mais les mêmes accords de Genève permirent aux Diem d'installer au sud du 17° parallèle, un Etat bureaucratique, féodal et théocratique, au service des propriétaires terriens et de la bourgeoisie compradore. Cet Etat allait, en l'espace de quelques années, liquider toutes les acquisitions de la paysannerie, par quelques « réformes agraires » appropriées, et les paysans du Sud, dont une partie n'avait jamais déposé les armes, allaient retomber sous la coupe de l'oppression et de la surexploitation. C'est la deuxième guerre du Vietnam. Là aussi, la masse des paysans insurgés, qui reprennent les armes contre les mêmes ennemis, retrouvent les mêmes chefs. Le Front National de Libération succède au Vietminh, héritant à la fois de ses qualités et de ses lourds défauts. En se faisant le champion de la lutte nationale et de la guerre paysanne, le F.N.L. a, dès le début, gagné la campagne, et en a fait la base principale de la résistance armée. Ce sont ses victoires successives sur l'armée officielle qui ont provoqué l'intervention de plus en plus massive des Américains, jusqu'à réduire le conflit à une guerre coloniale ouverte, où les Vietnamiens se trouvent opposés à l'armée d'invasion. Sa résolution dans la lutte, son programme nettement anti-féodal et ses perspectives unitaires restent les principales qualités du mouvement. En aucune manière la lutte du F.N.L. ne sort du cadre classique des luttes de libération nationale, et son programme reste basé sur un compromis d'une vaste coalition de classes, dominée par l'unique objectif de liquider l'agression américaine (ce n'est pas par hasard qu'il rejette la dénomination *Vietcong* — *id est* communistes vietnamiens — pour insister sur son caractère national). Ses structures sont celles d'un Etat en formation, puisque déjà dans les

zones qu'il contrôle il lève des impôts et institue le service militaire obligatoire.



Ces qualités minimum dans la lutte, les objectifs et les intérêts sociaux qu'ils expriment, restent totalement absents dans l'affrontement qui oppose Israël aux Arabes. Les contradictions spécifiques du sionisme, comme celles de la société arabe morcelée, s'ajoutent dans la confusion générale.

Dès ses origines, le mouvement sioniste était le contraire de la solution révolutionnaire de ce qu'on appelle la *question juive*. Produit direct du capitalisme européen, il visait non le bouleversement d'une société qui avait besoin de persécuter les Juifs, mais la création d'une entité nationale juive qui serait à l'abri des aberrations antisémites du capitalisme décadent ; non l'abolition de l'injustice, mais son transfert. Ce qui constitue le péché originel du sionisme, c'est d'avoir toujours raisonné comme si la Palestine était une île déserte. Le mouvement ouvrier révolutionnaire voyait la solution de la question juive dans la communauté prolétarienne, c'est-à-dire la destruction du capitalisme et de « sa religion, le judaïsme », l'émancipation du Juif ne pouvant se faire en dehors de l'émancipation de l'homme. Le sionisme partait de l'hypothèse inverse. Certes, le développement contre-révolutionnaire de ce demi-siècle lui a donné raison, mais de la même manière que le développement du capitalisme européen a donné raison aux thèses réformistes de Bernstein. Le succès du sionisme, et corol-

lairement la création de l'Etat d'Israël n'est qu'un avatar du triomphe de la contre-révolution mondiale. Au « socialisme dans un seul pays » pouvait faire écho « justice pour un seul peuple » et « égalité dans un seul kibboutz ». C'est avec les capitaux de Rothschild qu'on a organisé la colonisation de la Palestine, et c'est grâce à la plus-value européenne qu'on a lancé les premiers kibboutzim. Les Juifs recréaient alors pour eux tout ce dont ils étaient victimes : le fanatisme et la ségrégation. Ceux qui souffraient de n'être que tolérés dans leur société, allaient lutter pour devenir, ailleurs, des propriétaires disposant du droit de tolérer les autres. Le kibboutz n'était pas un dépassement révolutionnaire de la « féodalité » palestinienne, mais une formule mutualiste d'auto-défense des travailleurs-colons juifs contre les tendances d'exploitation capitaliste de l'Agence Juive. Parce qu'elle était le principal propriétaire juif de Palestine, l'Organisation Sioniste se définissait comme l'unique représentant des intérêts supérieurs de « la Nation Juive ». Si elle a fini par céder le droit à une certaine autogestion, c'est qu'elle s'était assurée que celle-ci serait fondée sur le refoulement systématique du paysan arabe.

Quant à la Histadrut, elle était, dès sa création en 1920, soumise à l'autorité du sionisme mondial, c'est-à-dire le contraire même de l'émancipation des travailleurs. Les travailleurs arabes en étaient statutairement exclus, et son activité consistait souvent à interdire aux entreprises juives de les employer.

Le développement de la lutte triangulaire entre Arabes, sionistes et Anglais, allait tourner au profit des seconds ; grâce à la paternité active des Américains (à partir de la deuxième guerre mondiale) et à la bénédiction de Staline (qui voyait en Israël la constitution du premier bastion « socialiste » au Moyen-Orient, mais voulait par là même se débarrasser de quelques Juifs encombrants), le rêve herzlien ne tarda pas à se concrétiser, et l'Etat juif fut arbitrairement proclamé. La récupération de toutes les formes « progressives » d'organisation sociale, et leur

intégration à l'idéal sioniste, permit dès lors aux plus « révolutionnaires » de travailler, la conscience tranquille, à l'édification de l'Etat bourgeois, militariste et rabbinique qu'est devenu l'Israël moderne. Le sommeil prolongé de l'internationalisme prolétarien a encore une fois engendré un monstre. L'injustice fondamentale commise contre les Arabes de Palestine se retourna aussitôt contre les Juifs eux-mêmes : l'Etat du peuple élu n'était rien d'autre qu'une vulgaire société de classes, où s'étaient reconstituées toutes les anomalies des vieilles sociétés (divisions hiérarchiques, oppositions ethniques entre Ashkenazes et Séphardites, persécutions racistes de la minorité arabe, etc.). La centrale syndicale y retrouva sa fonction normale d'intégrer les ouvriers à une économie capitaliste, dont elle est devenue le principal propriétaire. Elle emploie plus de salariés que n'en possède l'Etat lui-même. Elle constitue actuellement la tête de pont de l'expansion impérialiste du jeune capitalisme israélien (« Solel Boneh », importante succursale en bâtiment de la Histadrut, a investi 180 millions de dollars en Afrique et en Asie en 1960-1966, et emploie actuellement 12.000 ouvriers africains).

Et comme l'Etat n'aurait jamais pu voir le jour sans l'intervention directe de l'impérialisme anglo-américain et l'aide massive du capitalisme financier juif, il ne peut aujourd'hui équilibrer son économie artificielle qu'avec l'aide des mêmes forces qui l'ont créé (le déficit de la balance des paiements est égal à 600 millions de dollars, c'est-à-dire plus que le revenu moyen d'un travailleur arabe par tête d'habitant israélien). Dès l'installation des premières colonies d'immigrés, les Juifs constituaient, parallèlement à la société arabe économiquement et socialement attardée, une société moderne de type européen ; la proclamation de l'Etat n'a fait qu'achever ce processus par l'expulsion pure et simple des éléments du retard. Israël est, de par son être, le bastion de l'Europe au cœur d'un monde afro-asiatique. Ainsi est-il devenu doublement étranger : à la population arabe, réduite à l'état permanent de réfugiés ou de minorité colonisée, et à la population juive

qui y avait vu un moment la réalisation terrestre de toutes les idéologies égalitaires.

Mais ceci n'est pas dû aux seules contradictions de la société israélienne ; dès le début, cette situation n'a cessé de s'aggraver, du fait de son entretien par l'environnement arabe, incapable jusqu'à présent d'y apporter un début de solution effective.

Dès le début du mandat britannique, la résistance arabe en Palestine a été entièrement dominée par la classe possédante, c'est-à-dire par les classes dirigeantes arabes d'alors, et leurs protecteurs britanniques. L'accord Sykes-Picot a mis fin à tous les espoirs du nationalisme arabe naissant, et soumis la région, savamment morcelée, à une domination étrangère qui est loin d'être achevée. Les mêmes couches qui assuraient la servitude des masses arabes à l'Empire Ottoman passèrent au service de l'occupation britannique, et se firent les complices de la colonisation sioniste (par la vente, à des prix très élevés, de leurs terres). Le retard de la société arabe ne permettait pas encore l'émergence de nouvelles directions plus avancées, et les soulèvements populaires spontanés retrouvaient chaque fois les mêmes récupérateurs : les notabilités « féodales-bourgeoises » et leur marchandise, l'union nationale.

L'insurrection armée de 1936-1939, et la grève générale de six mois (la plus longue de l'histoire) ont été décidées et exécutées en dépit de l'opposition de toutes les directions des partis « nationalistes ». Spontanément organisées, elles ont connu une vaste ampleur ; ce qui a obligé la classe dirigeante à s'y rallier et, du coup, à prendre la direction du mouvement. Mais c'était pour y mettre un frein, le conduire à la table des négociations et aux compromis réactionnaires. Seule la victoire de ce soulèvement dans ses ultimes conséquences aurait pu à la fois liquider le mandat britannique et le projet sioniste de constituer un Etat juif. Son échec annonçait, *a contrario*, les fu-

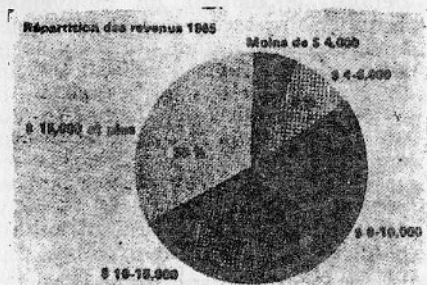
tures catastrophes, et en définitive la défaite de 1948.

Celle-ci a sonné le glas de la « bourgeoisie-féodalité » comme classe dirigeante du mouvement arabe. Elle a été l'occasion pour la petite-bourgeoisie d'émerger au pouvoir et de constituer, avec les cadres de l'armée défaite, le moteur du mouvement actuel. Son programme était simple : l'unité, une certaine idéologie socialiste et la libération de la Palestine (le Retour). L'agression tripartite de 1956 lui a fourni la meilleure occasion de se consolider en tant que classe dominante, et de découvrir un leader-programme en la personne de Nasser, proposé à l'admiration collective des masses arabes dépossédées de tout. C'était leur religion et leur opium. Seulement, la nouvelle classe exploiteuse avait ses intérêts propres, et ses buts autonomes. Les mots d'ordre qui ont fait la popularité du régime bureaucratique militaire d'Égypte, étaient mauvais en eux-mêmes, et il était incapable de les réaliser. L'unité arabe et la destruction d'Israël (tour à tour invoquée comme liquidation de l'Etat usurpateur, et comme rejet pur et simple de sa population à la mer) étaient au centre de cette idéologie-propagande.

Ce qui a inauguré la décadence de la petite-bourgeoisie arabe et de son pouvoir bureaucratique, ce sont tout d'abord ses propres contradictions internes, et la superficialité de ses options (Nasser, le Baas, Kassem et les partis dits communistes n'ont pas cessé de lutter les uns contre les autres, à travers les compromissions et les alliances avec les forces les plus louches).

Vingt ans après la première guerre de Palestine, cette nouvelle couche vient de prouver son incapacité totale de résoudre le problème palestinien. Elle a vécu par la surenchère démentement, car seul l'entretien permanent du prétexte israélien lui permettait de survivre, impuissante qu'elle était à apporter une quelconque solution radicale aux innombrables problèmes intérieurs : le problème palestinien reste la clé des bouleversements

arabes. C'est autour de lui que les conflits tournent, et en lui que tout le monde communique. Il est la base de la solidarité objective de tous les régimes arabes. Il réalise « l'Union sacrée » entre Nasser et Hussein, Fayçal et Boumedienne, le Baas et Aref.



La dernière guerre est venue dissiper toutes les illusions. La rigidité absolue de « l'idéologie arabe » a été pulvérisée au contact de la réalité effective tout aussi dure, mais permanente. Ceux qui parlaient de faire la guerre ne la voulaient ni ne la préparaient, et ceux qui ne parlaient que de se défendre préparaient effectivement l'offensive. Chacun des deux camps suivait sa propre pente : la bureaucratie arabe, celle du mensonge et de la démagogie, les maîtres d'Israël, celle de l'expansion impérialiste. C'est en tant qu'élément négatif que la guerre de six jours a eu une importance capitale, puisqu'elle a révélé toutes les faiblesses et les tares secrètes de ce qu'on a voulu présenter comme « la révolution arabe ». La « puissante » bureaucratie militaire égyptienne s'est effritée en deux jours, dévoilant tout d'un coup la vérité de ses réalisations : le pivot autour duquel se sont opérées toutes les transformations socio-économiques, l'armée, est resté fondamentalement le même. D'une part, elle prétendait tout changer en Egypte (et même dans toute la zone arabe), et d'une autre elle faisait tout pour que rien ne change en son sein, en ses valeurs et habitudes. L'Egypte nassérienne est encore dominée par les forces pré-nassériennes, sa « bureaucratie » est un magma sans cohérence ni conscience de classe, que seule l'exploitation et le partage de la plus-value sociale unit.

Quant à l'appareil politico-militaire qui gouverne la Syrie baasiste, il s'enferme de plus en plus dans l'extrémisme de son idéologie. Seulement, sa phraséologie ne trompe plus personne (à part Pablo !) : tout le monde sait qu'il n'a pas fait la guerre, et qu'il a livré le front sans résistance, puisqu'il a préféré garder les meilleures troupes à Damas pour sa propre défense. Ceux qui consommaient 65 % du budget syrien pour défendre le territoire ont définitivement démasqué leur cynique mensonge.

Enfin, elle a une dernière fois montré, à ceux qui en avaient encore besoin, que l'Union sacrée avec les Hussein ne pouvait conduire qu'à la catastrophe. La Légion Arabe s'est retirée dès le premier jour, et la population palestinienne, qui a subi pendant vingt ans la terreur policière de ses bourreaux, s'est trouvée désarmée et désorganisée devant les forces d'occupation. Le trône hachémite, depuis 1948, s'était partagé la colonisation des Palestiniens avec l'Etat sioniste. En désertant la Cisjordanie, il livrait à celui-ci les dossiers établis par la police sur tous les éléments révolutionnaires palestiniens. Mais les Palestiniens ont toujours su qu'il n'y avait pas une grande différence entre les deux colonisations, et se sentent aujourd'hui plus à l'aise dans leur résistance à la nouvelle occupation.

De l'autre côté, Israël est devenu tout ce que les Arabes, avant la guerre, lui reprochaient d'être : un Etat impérialiste se conduisant comme les forces d'occupation les plus classiques (terreur policière, dynamitage des maisons, loi martiale permanente, etc.). Et à l'intérieur se développe un délire collectif dirigé par les rabbins pour « le droit imprescriptible d'Israël aux frontières bibliques ». La guerre est venue arrêter tout le mouvement de contestation qu'engendraient les contradictions de cette société artificielle (en 1966, il y a eu quelques dizaines d'émeutes, et pas moins de 277 grèves pour la seule année 1965); et provoquer une adhésion unanime autour des objectifs de la classe dominante, et de son idéologie la plus extrémiste. Elle

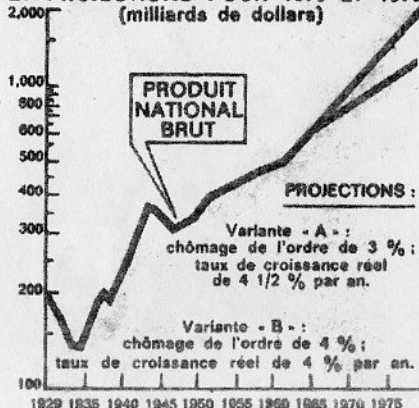
a servi par ailleurs à renforcer tous les régimes arabes non impliqués dans l'affrontement armé. Boumedienne put ainsi, à 5.000 km, participer, quètement, à la surenchère, et faire applaudir son nom par la foule algérienne devant laquelle il n'osait même pas se présenter la veille ; enfin obtenir l'appui d'une O.R.P. complètement stalinisée (« pour sa politique anti-impérialiste »). Fayçal, contre quelques millions de dollars, obtient l'abandon du Yémen Républicain et la consolidation de son trône — et on en passe.

Comme toujours la guerre, quand elle n'est pas civile, ne peut que geler le processus de la révolution sociale ; au Nord-Vietnam, elle provoque l'adhésion, jamais obtenue, de la masse paysanne à la bureaucratie qui l'exploite. En Israël, elle liquide pour une longue période toute opposition au sionisme, et dans les pays arabes c'est le renforcement — momentané — des couches les plus réactionnaires. En aucune façon les courants révolutionnaires ne peuvent s'y reconnaître. Leur tâche est à l'autre bout du mouvement actuel, car elle doit en être la négation absolue.

Il est évidemment impossible de chercher, aujourd'hui, une solution révolutionnaire à la guerre du Vietnam. Il s'agit avant tout de mettre fin à l'agression américaine, pour laisser se développer, d'une façon naturelle, la véritable lutte sociale du Vietnam, c'est-à-dire permettre aux travailleurs vietnamiens de retrouver leurs ennemis de l'intérieur : la bureaucratie du Nord et toutes les couches possédantes et dirigeantes du Sud. Le retrait des Américains signifie immédiatement la prise en main, par la direction stalinienne, de tout le pays : c'est la solution inéluctable. Car les envahisseurs ne peuvent indéfiniment prolonger leur agression ; on sait depuis Talleyrand qu'on peut faire n'importe quoi avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus. Il ne s'agit donc pas de soutenir inconditionnellement (ou d'une façon critique) le Vietcong, mais de lutter avec conséquence et sans concessions contre l'impérialisme américain. Le rôle le plus efficace est actuellement

celui des révolutionnaires américains qui prônent et pratiquent l'insoumission à une très large échelle (devant laquelle la résistance à la guerre d'Algérie, en France, est un jeu d'enfant). C'est que la racine de la guerre du Vietnam se trouve en Amérique même, et c'est là qu'il faut l'extirper.

CROISSANCE DE P.N.B. REEL 1929-1965 ET PROJECTIONS POUR 1970 ET 1975 (milliards de dollars)

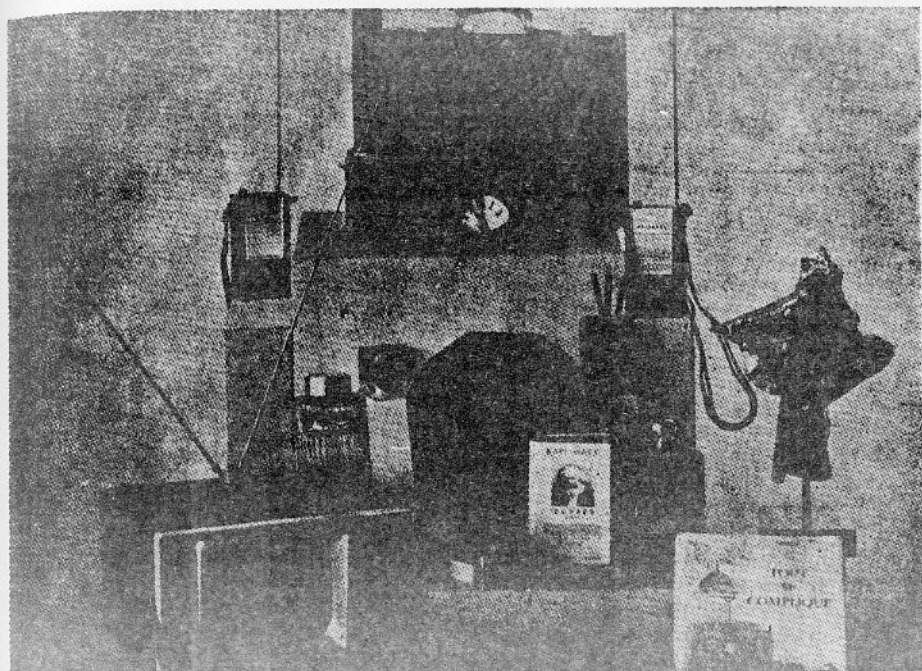


Au contraire de la guerre américaine, la question palestinienne n'a pas de solution immédiatement perceptible. Aucune solution à court terme n'est praticable. Les régimes arabes ne peuvent que s'écrouler sous le poids de leurs contradictions, et Israël sera de plus en plus prisonnier de sa logique coloniale. Tous les compromis que les grandes puissances et leurs alliés respectifs essaient de rafistoler ne peuvent, de toutes les façons, qu'être contre-révolutionnaires. Le *statu quo* bâtarde — ni paix, ni guerre — va probablement prédominer pour une longue période, pendant laquelle les régimes arabes connaîtront le sort de leurs prédécesseurs de 1948 (et probablement au profit des forces franchement réactionnaires dans un premier temps). La société arabe qui a secrété toutes sortes de classes dominantes, caricatures de toutes les classes historiquement connues, doit maintenant secréter les forces qui porteront sa subversion totale. La bourgeoisie dite nationale et la bu-

reaucratie arabe ont hérité de toutes les tares de ces deux classes, sans avoir jamais connu leurs réalisations historiques dans les autres sociétés. Les futures forces révolutionnaires arabes, qui doivent naître sur les décombres de la défaite de juin 1967, sauront qu'elles n'ont rien de commun avec aucun des régimes arabes existants, ni rien à respecter des pouvoirs constitués qui dominent le monde actuel. C'est en elles-mêmes et dans les expériences refoulées de l'histoire révolutionnaire qu'elles trouveront leur modèle. La question palestinienne est trop sérieuse pour

être laissée aux Etats, c'est-à-dire aux colonels. Elle touche de trop près les deux questions fondamentales de la révolution moderne, à savoir *l'internationalisme* et *l'Etat*, pour qu'aucune force existante puisse lui apporter la solution adéquate. Seul un mouvement révolutionnaire arabe résolument internationaliste et anti-étatique, peut à la fois dissoudre l'Etat d'Israël et avoir pour lui la masse de ses exploités. Seul, par le même processus, il pourra dissoudre tous les Etats arabes existants et créer l'unification arabe par le pouvoir des Conseils.





### LE SPECTACULAIRE DIFFUS

Le capitalisme parvenu au stade de l'abondance des marchandises disperse ses représentations du bonheur, et donc de la réussite hiérarchique, en une infinité d'objets et gadgets exprimant, réellement et illusoirement, autant d'appartenances à des stratifications de la société consommatrice ; et tous ces objets sont démodés et renouvelés selon les nécessités de l'écoulement d'une production en expansion. Le spectacle des objets multiples qui sont à vendre invite à tenir des rôles multiples parce qu'il vise à obliger chacun à se reconnaître, à se réaliser, dans la consommation effective de cette production répandue partout. N'étant que réponse à une définition spectaculaire des besoins, une telle consommation demeure elle-même essentiellement spectaculaire en tant qu'elle est pseudo-usage : elle n'a de rôle effectif qu'en tant qu'échange économique nécessaire au système. Ainsi la nécessité réelle n'est pas vue ; et ce qui est vu n'a presque pas de réalité. L'objet est d'abord montré, pour qu'on veuille le posséder ; puis il est possédé pour être montré, en réponse. Des ensembles d'objets admirables sont donc constitués, qui ont pour fonction de signifier un standing précis, et même une pseudo-personnalité, exactement identique aux objets qui la représentent. Ici, exposé par le magazine *Lui* de janvier 1964, l'assemblage d'achats équivalent au tempérament « homme d'affaires » comporte une édition des « œuvres économiques » de Marx.

POUR LE POUVOIR  
DES CONSEILS OUVRIERS

En dix jours, non seulement des centaines d'usines ont été occupées par les ouvriers, et une grève générale spontanée a interrompu totalement l'activité du pays, mais encore différents bâtiments appartenant à l'État sont occupés par des comités de fait qui s'en sont appropriés la gestion. En présence d'une telle situation, qui ne peut en aucun cas durer, mais qui est devant l'alternative de s'étendre ou de disparaître (répression ou négociation liquidatrice), toutes les vieilles idées sont balayées, toutes les hypothèses radicales sur le retour du mouvement révolutionnaire prolétarien sont confirmées. Le fait que tout le mouvement ait *réellement* été déclenché, voici cinq mois, par une demi-douzaine de révolutionnaires du groupe des « Enragés » dévoile d'autant mieux combien les conditions objectives étaient déjà présentes. D'ores et déjà l'exemple français a retenti par-delà les frontières, et fait resurgir l'internationalisme, indissociable des révolutions de notre siècle.

La lutte fondamentale aujourd'hui est entre, d'une part, la masse des travailleurs — qui n'a pas directement la parole — et, d'autre part, les bureaucraties politiques et syndicales de gauche qui contrôlent — même si c'est seulement à partir des 14 % de syndiqués que compte la population active — *les portes des usines* et le droit de traiter au nom des occupants. Ces bureaucraties n'étaient pas des organisations ouvrières déchués et traîtres, mais un mécanisme d'intégration à la société capitaliste. Dans la crise actuelle, elles sont la principale protection du capitalisme ébranlé.

Le gaullisme peut traiter, essentiellement avec le P.C.-C.G.T. (serait-ce indirectement) sur la démobilisation des ouvriers, en échange d'avantages économiques : on réprimerait alors les

courants radicaux. Le pouvoir peut passer à « la gauche », qui fera la même politique, quoique à partir d'une position plus affaiblie. On peut aussi tenter la répression par la force. Enfin, les ouvriers peuvent prendre le dessus, en parlant pour eux-mêmes, et en prenant conscience de revendications qui soient au niveau du radicalisme des formes de lutte qu'ils ont déjà mises en pratique. Un tel processus conduirait à la formation de Conseils de travailleurs, décidant démocratiquement à la base, se fédérant par délégués révocables à tout instant, et devenant le seul pouvoir délibératif et exécutif sur tout le pays.

En quoi le prolongement de la situation actuelle contient-il une telle perspective? Dans quelques jours peut-être, l'obligation de remettre en marche certains secteurs de l'économie *sous le contrôle ouvrier*, peut poser les bases de ce nouveau pouvoir, que tout porte à déborder les syndicats et partis existants. Il faudra remettre en marche les chemins de fer et les imprimeries, pour les besoins de la lutte ouvrière. Il faudra que les nouvelles autorités de fait réquisitionnent et distribuent les vivres. Il faudra peut-être que la monnaie défaillante soit remplacée par des bons engageant l'avenir de ces nouvelles autorités. C'est dans un tel *processus pratique* que peut s'imposer la conscience de la volonté profonde du prolétariat, la conscience de classe qui s'empare de l'histoire, et qui réalise pour tous les travailleurs la domination de tous les aspects de leur propre vie.

CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

*Paris, le 22 mai 1968.*

## ADRESSE A TOUS LES TRAVAILLEURS

Camarades,

Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. *Comme nous avons fait danser Paris*, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que *la conscience de ce qu'il a déjà fait*, pour posséder réellement cette révolution.

Quelles forces vont essayer de sauver le capitalisme? Le régime doit tomber s'il ne tente pas de se maintenir par la menace d'un recours aux armes (assortie d'un hypothétique renvoi à des élections qui ne pourraient avoir lieu qu'après la capitulation du mouvement) et même par la répression armée immédiate. Quant à l'éventuel pouvoir de la gauche, il essaiera lui aussi de défendre le vieux monde par des concessions, et par la force. Le parti dit communiste, le parti des bureaucrates staliniens, qui a combattu le mouvement dès le début et qui n'a commencé à envisager la chute du gaullisme qu'à partir du moment où il s'est vu incapable d'être plus longtemps sa protection principale, serait dans ce cas le meilleur gardien de ce « gouvernement populaire ». Un tel gouvernement de transition ne serait réellement un « kerens-

kysme » que si les staliniens étaient battus. Ceci dépendra essentiellement de la conscience et des capacités d'organisation autonome des ouvriers : ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas « obtenir » beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent *tout prendre* en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.

Le mouvement actuel ne s'est pas « politisé » en allant au-delà des misérables revendications syndicales sur les salaires et les retraites abusivement représentées comme « questions sociales ». Il est au-delà de *la politique* : il pose *la question sociale* dans sa simple vérité. La révolution qui se prépare depuis plus d'un siècle nous revient. Elle ne peut s'affirmer que dans ses propres formes. Il est déjà trop tard pour un replâtrage bureaucratique-révolutionnaire. Quand un André Barjonet, déstalinisé de fraîche date, appelle à la formation d'une organisation commune qui rassemblerait « toutes les forces authentiques de la révolution... qui se réclament de Trotsky, de Mao, de l'anarchie, du situationnisme », nous avons seulement à rappeler que ceux qui se réclament aujourd'hui de Trotsky ou de Mao, pour ne rien dire de la pitoyable « Fédération anarchiste », n'ont rien à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis sur ce qu'ils appellent « authentiquement révolutionnaire » ; la révolution authentique n'a pas à changer le jugement qu'elle a prononcé contre la bureaucratie.

Dans le moment actuel, avec le pouvoir qu'ils tiennent, et avec les partis et syndicats que l'on sait, les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en main directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base, affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale. En suivant cette voie ils doivent devenir le seul pouvoir réel dans le pays, le pouvoir des *Conseils de travailleurs*. À défaut, parce qu'il « est révolutionnaire ou n'est rien », le prolétariat redeviendrait un objet passif. Il retournerait devant ses récepteurs de télévision.

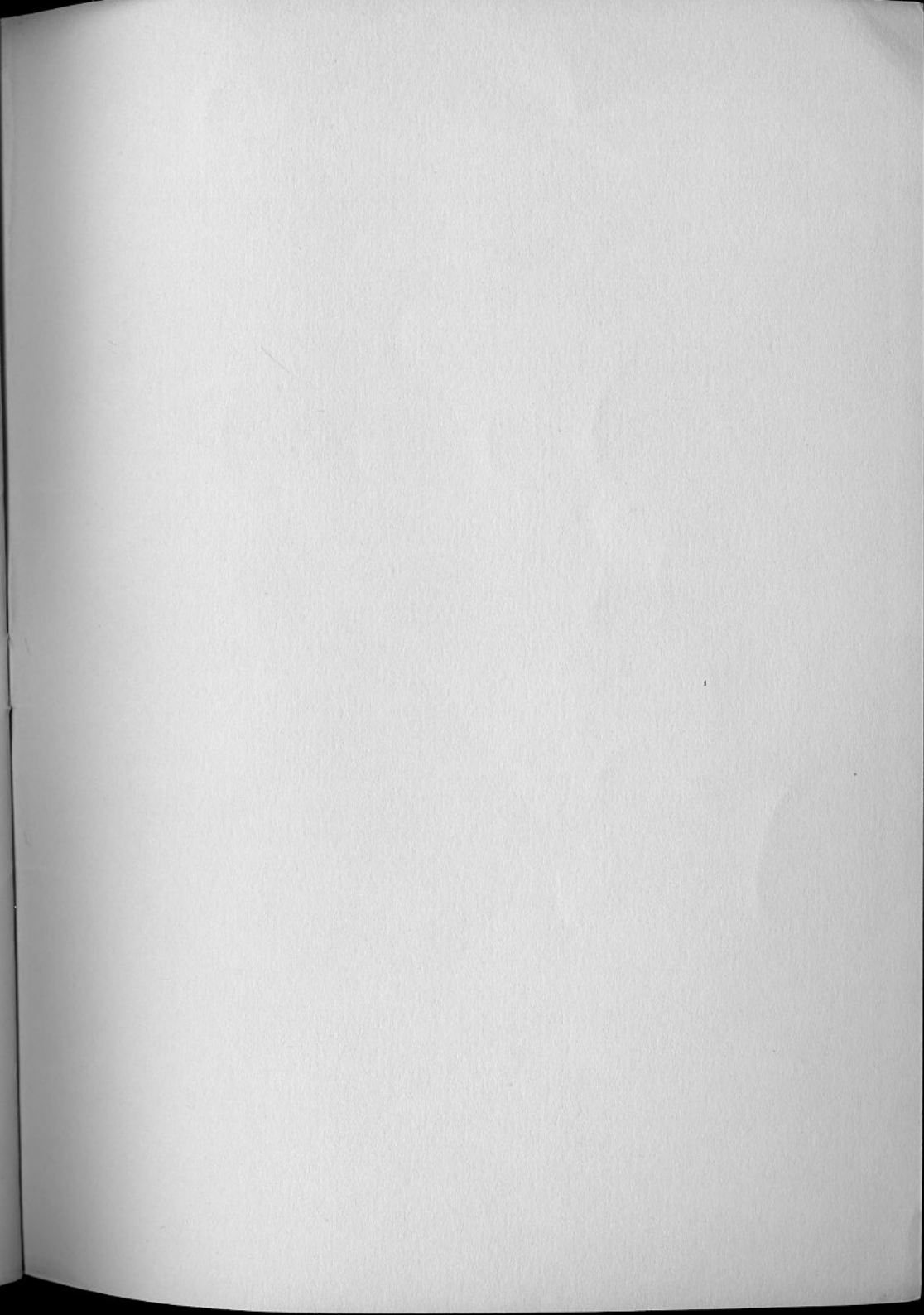
Qu'est-ce qui définit le pouvoir des Conseils ? La dissolution de tout pouvoir extérieur ; la démocratie directe et totale ; l'unification pratique de la décision et de l'exécution ; le délégué révocable à tout instant par ses mandants ; l'abolition de la hiérarchie

et des spécialisations indépendantes; la gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée; la participation créative permanente des masses; l'extension et la coordination internationalistes. Les exigences actuelles ne sont pas moindres. L'autogestion n'est rien de moins. *Gare aux récupérateurs* de toutes les nuances modernistes — et jusqu'aux curés — qui commencent à parler d'autogestion, voire de conseils ouvriers, sans admettre ce *minimum*, et parce qu'ils veulent en fait sauver leurs fonctions bureaucratiques, les privilèges de leurs spécialisations intellectuelles, ou leur avenir de cheffailons!

En réalité, ce qui est nécessaire maintenant l'était déjà depuis le début du projet révolutionnaire prolétarien. Il s'agissait de l'autonomie de la classe ouvrière. On a lutté pour l'abolition du salariat, de la production marchande, de l'État. Il s'agissait d'accéder à l'histoire consciente, de supprimer toutes les séparations et « tout ce qui existe indépendamment des individus ». La révolution prolétarienne a spontanément esquissé ses formes adéquates dans les Conseils, à Saint-Petersbourg en 1905 comme à Turin en 1920, dans la Catalogne de 1936 comme à Budapest en 1956. Le maintien de la vieille société, ou la formation de nouvelles classes exploiteuses, ont passé chaque fois par la suppression des Conseils. La classe ouvrière connaît maintenant ses ennemis et les méthodes d'action qui lui sont propres. « L'organisation révolutionnaire a dû apprendre qu'elle ne peut plus combattre l'aliénation sous des formes aliénées » (*La Société du Spectacle*). Les Conseils ouvriers sont manifestement la seule solution, puisque toutes les autres formes de lutte révolutionnaire ont abouti au contraire de ce qu'elles voulaient.

COMITÉ ENRACÉS-INTERNATIONALE SITUATIONNISTE  
CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

30 mai 1968.



WWW.  
LA  
BIBLIOTHEQUE  
FANTASTIQUE  
.NET